



**POUR UN
8 MARS
DE LUTTE**

**FÉMINISTES
TANT QU'IL LE
FAUDRA!**

Dossier

SNCF

Pages 6 et 7

ÉDITO

TouTEs ensemble, faire dérailler le gouvernement!

Page 2

PREMIER PLAN

Marche du 17 mars: rien à négocier avec Macron et Collomb!

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Palestine: l'acharnement contre Salah Hamouri se poursuit

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Mathieu et Patrick sur la solidarité avec les migrantEs

Page 12



Par ANTOINE LARRACHE

TouTEs ensemble, faire dérailler le gouvernement !

Après avoir recouru aux ordonnances pour faire passer la loi travail, le gouvernement prétend utiliser la même méthode pour supprimer le statut des cheminotEs et franchir un grand pas vers la privatisation de la SNCF. Une méthode particulièrement antidémocratique, dans laquelle le vote dit « d'habilitation » a lieu avant l'écriture de la loi. Cela empêche les parlementaires de débattre... mais surtout cela cache aux salariéEs concernés l'ampleur des attaques. Édouard Philippe peut donc raconter ce qu'il veut, prétendre qu'ils ne fermeront pas les petites lignes ou qu'ils ne visent pas la privatisation de la SNCF : la vérité ne sera connue que plus tard. Un fait est toutefois indéniable : il s'agit de casser le service public ferroviaire.

Le tout dans un contexte où CAP 22 prépare la remise en cause de la fonction publique dans sa globalité, avec des plans de départs volontaires pour contribuer à supprimer 120 000 postes, des privatisations et la remise en cause du statut de fonctionnaire. Un contexte également marqué par la mise en place de la sélection aux portes des universités et la réforme du bac, véritables machines à précariser.

Gérald Darmanin espère que les « syndicats y compris la CGT [seront] responsables », malgré les appels à la grève reconductible annoncés par la CGT et la CFDT, malgré la mobilisation prévue le 22 mars et les mobilisations de la jeunesse. Comme les gouvernements précédents, l'exécutif mise sur une stratégie double : d'un côté, intégrer certains syndicats en proposant des temps de négociation entre mars et avril, en lâchant du lest sur des questions secondaires ; de l'autre, passer en force. Le matraquage idéologique dénonçant les « privilégiés » a été enclenché pour accompagner cette stratégie.

Notre politique s'oppose point par point à celle du gouvernement : les privilégiés, ce ne sont pas les fonctionnaires, qui ne jouissent que de protections, de plus en plus réduites, pour effectuer leur travail. Protections qui, comme celles des salariéEs des grandes entreprises, tirent touTEs les autres vers le haut. Les privilégiés, ce sont les actionnaires, les grands patrons, les hauts fonctionnaires, les députés, les ministres... Face à eux, nous avons besoin d'une mobilisation alliant le public et le privé, une grève de masse, unitaire et solide. Pour que les mois d'avril et de mai voient une défaite du gouvernement, le mois de mars doit être utilisé à plein pour discuter, s'organiser, se mobiliser, afin que le 22 mars représente un saut dans une confrontation que nous pouvons gagner.

BIEN DIT

« La simple pénétration de militants dans l'enceinte du magasin Apple Store Opéra, ou dans d'autres magasins situés en France, sans violence, sans dégradation, et sans blocage de l'accès du magasin à la clientèle, ne suffit pas à caractériser un dommage imminent justifiant de limiter le droit à la liberté d'expression et à la liberté de manifestation des militants de l'association Attac, qui agissaient conformément aux statuts de l'association, et dans le cadre d'une campagne d'intérêt général sur le paiement des impôts et l'évasion fiscale. »

Jugement du tribunal des référés de Paris dans l'affaire « Apple contre-Attac », 23 février 2018.

À la Une

Féministes, tant qu'il le faudra !

Tous les ans nous sommes là : féministes et anticapitalistes, toujours. Et nous refaisons les mêmes constats : les inégalités de salaires, les conditions de travail, les tâches ménagères, etc.

Cette année a toutefois été un peu particulière, car un vent de révolte souffle contre les violences que nous subissons, que notre parole commence à se faire entendre. D'abord sur les réseaux sociaux, une déferlante de témoignages. C'est insupportable à lire même quand on savait déjà, surtout quand on savait déjà. D'autant plus que dans la même période la justice montre son vrai visage, sexiste, patriarcale, réactionnaire dans sa prise en charge du viol d'une fillette de 11 ans. D'autant plus que les médias continuent à traiter les féminicides comme des faits divers, des « crimes passionnels », trouvant toujours des excuses aux meurtriers. D'autant plus que des associations essentielles de soutien aux victimes comme l'AVFT sont débordées par les demandes faute de moyens suffisants.

Nous ne lâchons rien, sur rien

Alors oui, nous devons encore prendre la parole et nous battre. Nous devons nous battre pour que la question du consentement soit mise au centre des affaires de violences sexuelles. Nous réaffirmons que si ce n'est pas explicitement oui, alors c'est NON. Qu'à 11 ans on n'est pas consentante quand on a un rapport sexuel avec un homme de 28 ans, on est juste terrorisée, sidérée... Mais nous ne voulons pas non plus qu'on nous protège comme des petites choses fragiles. Oui, à 15 ans on peut avoir une sexualité, faire l'amour avec des filles ou des garçons, découvrir son corps et en jouir. Dans tous les cas, ce que nous voulons, c'est que notre corps nous appartienne et que personne n'en dispose sans notre consentement.

Nous devons nous battre contre cette société dans laquelle les meurtriers d'Alexia Daval ou de Marie Trintignant sont présentés

comme des victimes. Notre combat principal est évidemment du côté des femmes victimes de violences : pour des solutions d'hébergement, l'augmentation des subventions aux associations, la formation de tous les personnels en contact avec les victimes (police, justice, santé...), une éducation non sexiste... Nous devons aussi nous questionner sur la justice que nous voulons : à quelle condition peut-on considérer qu'un agresseur a purgé sa peine ? Quand il a fait ce à quoi la justice l'a condamné ? Quand on sait que moins de 20% des femmes agressées sexuellement portent plainte et que dans la plupart des cas cette plainte n'aboutit pas, on ne peut se contenter de cette réponse. Nous devons demander : cet homme violent, les hommes violents entendent-ils nos souffrances, comprennent-ils ce qu'ils ont fait, sommes-nous sûres d'être à présent en sécurité en leur présence ? Et cela aucune institution de cette société ne pourra nous le donner. C'est notre mouvement, celui des femmes, qui pourra l'imposer. Nous ne lâchons rien, sur rien !

Une seule solution : nous organiser, nous les femmes

Si la question des violences a pris le devant de la scène ces derniers mois, la bande dessinée d'Emma¹ sur la « charge mentale » a aussi secoué fortement un certain nombre de couples hétérosexuels. De nombreuses femmes, qui ne se sentent pas spécialement féministes, se sont reconnues dans les textes et les images. C'est toujours désagréable de réaliser à quel point on est encore opprimées... Cette BD a eu le mérite de mettre des mots, à une large échelle, sur le vécu de la plupart des femmes, de diffuser une solidarité liée à un partage d'expériences. Reste à trouver les cadres pour construire nos revendications. La réduction du temps de travail paraît incontournable si l'on veut partager équitablement les tâches domestiques. Mais, comme le fait également Emma dans une autre BD, c'est aussi notre rapport au travail qui doit être questionné. Tous les emplois ne correspondent pas à des besoins et, au contraire, des besoins essentiels comme le droit à la santé, à l'éducation, à la

prise en charge pour les personnes dépendantes ne sont pas satisfaits faute d'emplois affectés. La question du travail des femmes, qu'il soit dans le cadre du salariat ou domestique, permet de poser ces questions essentielles, de remettre en question la logique du système capitaliste... et d'imaginer la société que nous voulons : une société sans exploitation, sans oppressions, sans discriminations, dans laquelle nous consacrerions le temps nécessaire à la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population et le reste à nous épanouir, en prenant le temps de le faire, dans le respect de la planète...

Pour tout cela, une seule solution : nous organiser, nous les femmes ! Pour élaborer nos revendications, choisir nos formes de lutte, nous lier au mouvement social sans perdre de vue les spécificités de notre combat. En premier lieu pour résister à la vague d'attaques orchestrées par le gouvernement Macron mais aussi pour rêver... plus loin.

Elsa Collonges

1 - Emma, *Un autre regard*, 2017.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

SYRIE

Une tragédie meurtrière sans fin dans la banlieue de Damas

La région assiégée de la Ghouta orientale, dans la banlieue de Damas, a subi une de ses pires semaines depuis plusieurs années. La dernière escalade militaire du régime de Damas et de son allié russe a tué, à l'heure où ces lignes sont écrites, plus de 530 personnes, dont plus de 130 enfants, dans cette région depuis le 18 février. Au cours de la même période, 13 installations médicales, entièrement ou partiellement soutenues par Médecins sans frontières, ont été visées par des bombes ou des obus.

Rappelant les méthodes israéliennes dans la bande de Gaza, les autorités syriennes ont récemment largué des tracts sur la Ghouta orientale pour dire aux civils de quitter la région. Assiégés depuis 2013, les quelque 400 000 habitantEs de la Ghouta

orientale vivent au quotidien des pénuries de nourriture et de médicaments, et sont désormais terrés dans les sous-sols. L'ONU a essayé pendant huit mois d'évacuer 500 civilEs gravement malades ou blessés de la Ghouta orientale, y compris de jeunes enfants. Le régime a refusé de

les laisser sortir, entraînant la mort de 22 personnes jusqu'à présent. Malgré les promesses d'un meilleur accès humanitaire pour la région de la Ghouta orientale après la signature, par les principales forces d'opposition armées dans l'enclave assiégée, des accords de désescalade

négociés par la Russie l'été dernier, l'armée syrienne a continué et a même renforcé son siège à la fin de l'année 2017.

Soupçons d'utilisation d'armes chimiques

La résolution acceptée à l'unanimité par les membres du Conseil de sécurité dans la soirée du samedi 24 février pour un cessez-le-feu de 30 jours dans toute la Syrie (à l'exception des groupes d'al-Qaïda et de l'État islamique) et pour permettre l'accès des populations de la Ghouta à de l'aide médicale et l'évacuation de civils blessés est pour l'instant restée lettre morte.

Le régime de Damas a poursuivi ses attaques au sol et bombardements, causant la mort de 14 civils, dont trois enfants. De plus, le dimanche 25 février, 14 cas de suffocation ont été rapportés après un bombardement



L'agriculture avant 1968: la décennie des grandes mutations

Au début des années 1950 la paysannerie représentait encore un tiers de la population active, avec un grand nombre de petites exploitations en polyculture élevage où la main-d'œuvre familiale était parfois renforcée par des valets de ferme et où on consommait principalement les produits de l'exploitation, ne vendant que les excédents. Peu productives, ces fermes ne rapportaient guère. Faute de posséder suffisamment de terres, beaucoup devaient les louer, rémunérant le propriétaire en espèces (fermage) ou en produits (métayage). Avec trois générations vivant sous le même toit l'atmosphère était étouffante pour les jeunes, surtout pour les femmes. L'agriculture française ne se réduisait pas à ce modèle à la limite de l'autarcie: les producteurs de blé et les viticulteurs commercialisaient l'essentiel de leur production, parfois à l'exportation.

Mais ni la France ni les autres pays d'Europe occidentale n'atteignaient l'autosuffisance alimentaire. Ce fut le grand projet du marché commun, comme du pouvoir gaulliste. Le monde paysan a alors connu deux grands chocs: le Marché commun agricole, qui fut un des premiers rejets du traité de Rome de 1957, et les lois d'orientation de 1960 et 1962, dites de modernisation. Ces lois affichaient l'objectif d'améliorer (déjà) la compétitivité de la «ferme France» par l'agrandissement et l'équipement des exploitations «rentables» en accompagnant la disparition des petites fermes. L'exode rural, dégageant des bras pour l'industrie, faisait le reste.

L'évolution du syndicalisme agricole

Le régime de Vichy avait interdit les syndicats paysans d'avant-

guerre, de droite comme de gauche, et regroupé au sein de la Corporation paysanne toutes les institutions représentatives de la «terre qui ne ment pas», incluant les propriétaires terriens. Ce sont les partis de gauche qui ont créé en 1946 la FNSEA, mais rapidement les notables de droite sont parvenus à en prendre le contrôle. Cependant, pendant des années, c'est au sein de cette «maison commune» que s'affrontèrent les différents courants, avec parfois la dissidence ou l'exclusion de fédérations entières, notamment celles du Midi rouge viticole et celles des zones d'élevage du centre de la France, constituant le comité de Guéret. Ce n'est qu'en 1959 que des militants de la SFIO et du PCF rompirent avec la FNSEA en lui reprochant de ne plus défendre les petites exploitations familiales, pour créer le MODEF.

Cela bougeait aussi au sein de la FNSEA avec l'apparition d'une nouvelle génération, formée au sein de la Jeunesse agricole chrétienne (la JAC). Elle a vu dans le projet gaulliste la possibilité de s'émanciper du système familial, de mener une vie de couple affranchie de la tutelle des anciens, d'avoir un statut et leur propre exploitation à conduire à leur guise. Si ces objectifs étaient légitimes, ils n'en facilitèrent pas moins l'évolution vers une agriculture entrepreneuriale telle que la souhaitait le gouvernement. L'alliance avec les technocrates du régime facilita la prise de pouvoir des jeunes loups au sein de la FNSEA et le début de la cogestion.

À la veille de mai 68, le monde paysan avait changé, perdu en effectifs, mais seule une minorité tirait son épingle du jeu. On était entré dans l'ère des subventions, du début de la grande distribution qui écrasait les prix, de la dépendance des éleveurs prolétarisés par les contrats d'intégration, mais aussi de nouveaux regroupements extérieurs à la FNSEA. **Gérard Florenson**

Le chiffre

151 069

C'est le nombre d'emplois vacants en France au 4^e trimestre 2017, selon le service statistique du ministère du Travail. Pour sa part, Pôle emploi diffuse autour de 600 000 offres d'emploi par mois. Des chiffres dérisoires au regard des 5 612 300 demandeurEs d'emploi recensés par Pôle emploi fin décembre 2017. Et pourtant, la bande à Macron a le front de dire que les chômeurEs ne cherchent pas de travail! Il n'y a pas d'autre solution qu'une réduction massive du temps de travail, sans baisse de salaire et avec embauches correspondantes.



Agenda

Samedi 3 et dimanche 4 mars, Week-end de renforcement de l'occupation et rencontres intercomités, Bure.

Mercredi 7 mars, «Rêver d'une République. Ils sont fous ces Catalans!», Paris. Avec l'acteur Sergi López et le porte-parole du Secrétariat national de la CUP, Quim Arrufat, 19h30, à la bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10e. Organisé par le CDR Paris, la CUP et le Collectif de solidarité avec le peuple catalan.

Jeudi 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Vendredi 9 mars, «Violences policières, chasse aux migrantEs: quelle solidarité?», avec Omar Slaouti, Strasbourg. 20h15, Maison des associations, 1 a place des Orphelins, organisé par le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici 67.

Dimanche 11 mars, manifestation contre le congrès du Front national, Lille. 11h, place de la République.

Samedi 17 mars, «Le racisme d'État tue», Marche des solidarités à Paris. 14h, d'Opéra à Stalingrad.

MARCHE DU 17 MARS Rien à négocier avec Macron et Collomb!

«Il n'est pas bon d'être musulman, migrant ou réfugié dans la France d'aujourd'hui». Ainsi se conclut, avec lucidité, un texte récemment publié par l'écrivain Tahar Ben Jelloun.

Police du quotidien, mesures islamophobes, projet de loi asile-immigration, toute la politique de Macron va dans le même sens. Pour François Sureau, pourtant proche du président et rédacteur des statuts de LREM, le nouveau projet de loi vise ni plus ni moins à «tuer le droit d'asile». Selon lui, la logique du pouvoir est plus globale: il s'agit d'«un retour au Second Empire, un mélange de libéralisme économique et de contrôle policier typique des régimes bonapartistes tardifs».¹

Ce projet de loi renforce en effet la logique d'exception envers les étrangerEs. Il légitime ainsi des raisonnements et des outils, racistes et policiers, touchant toute la société. Le dispositif d'hébergement d'urgence sera désormais soumis au contrôle policier et oblige les travailleurs sociaux à devenir des relais de la police. Pour la Cimade, le texte «transforme l'accueil en un instrument de contrôle des personnes exilées». Augmentant les délais de l'enfermement, dans les centres de rétention comme dans

les commissariats, la loi criminalise l'étranger. UnE étrangerE pourra ainsi être retenu 24 heures dans un commissariat pour un simple contrôle d'identité, enfermé pendant près de trois mois en centre de rétention ou condamné à 1 an de prison en cas de franchissement de frontière hors des passages autorisés! Elle limite en outre les recours possibles, notamment celui auprès du juge des libertés et de la détention.

Imposer le retrait du projet de loi et plus encore!

Quand le racisme d'État gangrène toute notre société, c'est la société qui doit se révolter. Et les germes de cette révolte existent, sur tout le territoire. De Grenoble à Saint-Denis en passant par Lyon, des étudiantEs occupent des immeubles ou des universités au côté des migrantEs. Dans la région parisienne la CGT a lancé une grève des travailleurEs sans-papiers. Ceux-ci ont déjà gagné sur deux sites du 94. À Metz, plusieurs centaines de manifestantEs ont marché le samedi 24 février contre



le nouveau projet de loi, et plusieurs milliers à Paris le mercredi 21 février. Les institutions de la machine à trier et expulser sont même touchées avec la grève des travailleurEs sociaux de l'Ofpra ou des avocats de la CNDA. Le 24 février, dans le quartier de La Chapelle à Paris, une déambulation a démarré à partir du foyer de travailleurs migrants de la rue

d'Aubervilliers pour appeler à la marche du 17 mars. RésidentEs des foyers, membres des collectifs de sans-papiers se sont relayés pour dénoncer la situation qui leur est faite. Ils criaient «des papiers, des logements, l'égalité, pas des policiers» s'attirant le soutien des jeunes harcelés du quartier. Des migrants à la rue les ont rejoints tandis que plus de 2000 tracts étaient distribués et 200 affiches collées sur les murs du quartier. Deux jours plus tard, l'union locale de la CGT a décidé de soutenir l'appel lancé pour la marche du 17 mars.

À Rennes, Grenoble, Rouen, des cars sont déjà affrétés pour monter à Paris lors de cette marche. L'assemblée des occupantEs de Lyon, dit «Collectif de l'amphi Z», appelle à une coordination nationale le week-end suivant. Alors que le 17 mars verra des manifestations contre le racisme et le fascisme dans toutes les capitales européennes, tout doit être désormais fait pour que celle de Paris soit le signal d'une révolte de fond contre la logique du pouvoir.

Denis Godard

1 - Mediapart, 17 janvier 2018.

Sur Facebook: Marche des solidarités

«Le racisme d'État tue»

NO COMMENT

«Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite et de l'autre avoir un statut cheminot et ne pas le changer.»

EMMANUEL MACRON, Salon de l'agriculture, 24 février 2018.

par le régime, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui a précisé que parmi eux figurait un enfant qui est décédé. Un médecin a évoqué auprès de l'AFP des «soupçons d'armes chimiques, probablement une attaque au gaz de chlore».

Le régime de Téhéran, par la voix de son chef d'état-major militaire, a déclaré que les opérations militaires contre la Ghouta orientale assiégée se poursuivraient et que la trêve ne couvrirait pas ces parties de la banlieue de Damas «contrôlées par les terroristes».

Solidarité!

Tout en étant opposés aux forces militaires dominantes qui contrôlent la Ghouta orientale, des organisations salafistes et fondamentalistes islamiques qui se sont attaquées à des militantEs démocratiques et



© AMNESTY INTERNATIONAL

civils et pratiquent des politiques autoritaires, il faut affirmer notre solidarité totale avec les civilEs et les militantEs démocratiques présents dans la région, qui subissent les bombardements meurtriers du régime

criminel et despotique d'Assad et du gouvernement autoritaire russe de Poutine.

La résolution des Nations unies n'a pas eu davantage d'impact sur l'offensive des forces armées turques

contre la région d'Afrin, à majorité peuplée de Kurdes et sous le contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les YPG, branche armée du PYD. L'accord conclu entre le PYD et le régime d'Assad pour laisser des milices de Damas entrer dans la ville d'Afrin n'a pas non plus mis fin à l'offensive turque.

Notre solidarité est totale avec les classes populaires en Syrie qui luttent pour la liberté et la dignité contre le régime despotique de Damas et ses alliés russe et iranien et contre les forces fondamentalistes islamiques et jihadistes. Nous condamnons en outre, bien évidemment, l'offensive continue de l'armée turque contre la région d'Afrin. Les larmes de crocodile de certains États occidentaux ne peuvent couvrir leur complicité dans ces massacres: ils sont des marchands de mort et des fauteurs de guerre.

Joseph Daher

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PARIS Un procès des violences policières, racistes et anti-jeunes

L'événement est assez rare pour être relevé : les 21 et 22 février 2018, quatre policiers du commissariat du 12^e arrondissement, membres du mal nommé « groupe de soutien de quartier » et qui se font appeler « les tigres », en référence à un signe distinctif figurant sur leur écusson, étaient jugés à la 10^e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

Ce procès fait suite à une plainte collective déposée le 17 décembre 2015 par dix-huit garçons et filles, tous « Français d'origine étrangère » et la plupart mineurs, pour violences volontaires aggravées, agression sexuelle aggravée, destruction volontaire d'objets appartenant à autrui, séquestration et arrestation arbitraire, abus d'autorité et discrimination. La pratique policière la plus « anodine » étant de procéder à un contrôle d'identité sur une personne que l'on connaît pour l'avoir déjà contrôlée maintes fois dans le passé (comme le montre une vidéo diffusée le 13 février par *Mediapart*), puis de l'emmener au commissariat si elle n'a pas sur elle ses papiers d'identité – et alors, face aux provocations et humiliations, gare à tout ce qui serait assimilé à de la « rébellion » ou de « l'outrage ».

Des « dérapages » ou un système ?

Un collectif d'avocats a décidé de soutenir ces jeunes et une série d'organisations démocratiques et syndicales (dont la Ligue des droits de l'homme, Human Rights Watch, le Syndicat des avocats de France et le Syndicat de la magistrature) se sont engagées à leur côté. Cela aura certainement aidé à ce que, une fois n'est pas coutume, l'affaire ne soit pas enterrée.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Une enquête de l'IGPN (la « police des polices ») a examiné des accusations concernant 44 faits et impliquant quinze policiers, mais elle en a écarté la plupart en les considérant insuffisamment étayés et la justice les a classées sans suite. Les avocats des jeunes ont fait appel de cette décision. Le parquet n'a donc cité devant le tribunal correctionnel que quatre policiers, pour trois faits susceptibles de relever de « violences par personnes dépositaires de l'autorité publique ». La procureure a requis la relaxe pour l'un d'entre eux et, pour les trois autres, des peines allant de trois à cinq mois de prison avec sursis, complétées d'une interdiction d'exercer pendant trois mois. Le jugement a été mis en délibéré au 4 avril 2018.

En d'autres termes, face au scandale, les institutions répressives ont lâché un peu de lest, mais elles l'ont fait pour mieux continuer à se défendre sur l'essentiel. Elles peuvent reconnaître quelques « dérapages », mais doivent nier l'existence d'un système qui est tourné contre les jeunes des quartiers populaires. C'est ce qu'à l'inverse nous devons contribuer à mettre en évidence, tout en aidant à mobiliser, dans ce cas comme dans tous les autres, contre des violences policières qui ne cessent de s'aggraver.

CorrespondantEs

LR Wauquiez et la « trumpisation » de la droite : vers la rupture ?

L'émission « Quotidien » a révélé, le 16 février, un enregistrement sonore de Wauquiez qui donnait un cours à l'EM de Lyon. Et c'est un feu d'artifice. Au-delà des propos tenus, cette « affaire » montre une fois de plus la division de la droite. Jusqu'à la rupture ?

Laurent Wauquiez avait pourtant prévenu les 30 étudiants, triés sur le volet, que les propos tenus pendant ses cours devaient rester confidentiels. C'était oublier la réalité de notre société. Lors de ce cours, Wauquiez président des Républicains et probablement futur candidat à la présidentielle, s'est véritablement lâché. Les cibles du professeur Wauquiez sont nombreuses, et tout le monde en prend pour son grade : Macron qui avec son équipe aurait « largement contribué à mettre en place la cellule de démolition » contre Fillon ; Darmanin, qui « sait ce qu'il a fait » et qui « va tomber ». Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi Merkel dont le « charisme » est questionné, Péresse qui « ne fait que des conneries », Juppé qui a « cramé les finances de sa ville », la CGT et le MEDEF. Sans oublier la boulette, la grosse boulette : l'attaque contre Sarkozy qui aurait, selon Wauquiez, mis, à la fin de son quinquennat, tous ses ministres sur écoute. Les réactions indignées ne se sont pas fait attendre et pendant plus de 5 jours, « l'affaire Wauquiez » a fait la une de tous les médias, l'obligeant à venir s'exprimer à la télévision.

Le professionnel

Face à la polémique de plus en plus importante, aussi bien en interne qu'à l'extérieur des Républicains,

LA DROITE A DÉFINITIVEMENT PERDU LA TÊTE



Wauquiez a donc fait comme tous les professionnels de la politique. Il est allé sur un plateau télé, et pas n'importe lequel, celui de BFM-TV, où il s'est présenté, dans un premier temps, comme une victime. Il serait une énième victime des médias (tout comme Fillon, Sarkozy et bien d'autres avant lui) et en particulier des journalistes de « Quotidien » qui comme tous les autres seraient à la botte de Macron. Puis, dans

un second temps, en faisant mine de regretter, il a décidé d'assumer, au nom de sa « parole libre » ses propos, tous ses propos ou presque. Sans grande surprise, les seuls qu'il regrette sont ceux contre Sarkozy qui garde une certaine popularité en interne. Wauquiez assume donc sa rhétorique populiste, ses propos éloignés de la vérité, sa virulence, sa vision complotiste... bref : sa trumpisation, apparemment le

seul moyen pour lui d'exister face à Macron, et qui était, jusque-là, l'apanage du Front national. Une vraie stratégie qui, pour le moment, fragilise et divise son parti.

Refonder sans rassembler

À la tête des Républicains depuis décembre 2017, Wauquiez s'est donné comme mandat de refonder son parti. Mais depuis le début de son mandat, la refondation ne semble pas passer par le rassemblement, en particulier de la droite dite « modérée », bien au contraire. Après la polémique de la semaine, de nouveaux départs ont été annoncés. Le premier a été celui de Dominique Bussereau, qui s'était mis en congé des Républicains, et qui a indiqué sur Twitter : « Puisque Laurent Wauquiez assume ses errements et sa violence verbale, j'en tire les conséquences : j'étais en congé des Républicains, ce soir, j'en démissionne définitivement. » Élisabeth Morin-Charrier, députée européenne proche de Juppé, a également décidé de quitter le parti et l'a annoncé dans un communiqué : « Je ne me retrouve pas dans la spirale dans laquelle notre parti s'engage ». Mais ces départs ne semblent pas inquiéter Wauquiez outre mesure, et il semble même les assumer quand il dit sur BFM-TV qu'« on ne rassemble pas en jetant un voile pudique sur les choses, en faisant croire qu'on est d'accord sur tout ». Certes, mais Les Républicains risquent de perdre gros. Qui, par exemple, parle de la campagne des Républicains sur le pouvoir d'achat lancée la veille de la polémique ? Personne. Affaire à suivre, car entre « bullshit » et politique, Les Républicains seront tôt ou tard amenés à choisir !

Joséphine Simplon

BURE Expulsion du Bois Lejuc : honte à l'État

Une « zone de non-droit » : c'est ainsi que les pouvoirs publics ont osé parler du Bois Lejuc, occupé selon eux « illégalement » par des militantEs qui cherchent à empêcher l'ANDRA de débiter ses travaux de creusement en vue de l'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux.

LE CASSE-TÊTE DES DÉCHETS NUCLÉAIRES



Après avoir renoncé devant la mobilisation à NDDL, l'État avait besoin d'affirmer son autorité. Il espérait également criminaliser la lutte et décourager l'opposition qui se renforce chaque jour en démantelant une nouvelle ZAD. Or de ZAD il n'y a point à Bure. Une occupation de territoire s'est bien mise en place, mais de façon diffuse, par l'achat de maisons dans les villages environnants, la mise en place d'activités diverses et structurantes, par la re-création de

liens, notamment avec les habitantEs du cru. La forêt est ainsi occupée par quelques dizaines de personnes, surnommées les « hiboux », qui se relaient courageusement pour y défendre des barricades et empêcher les engins de chantier d'y effectuer leur sinistre besogne.

La lutte continue

Disons-le clairement : l'État a échoué. Car le soir même de l'expulsion, plus de 90 actions ont rassemblé

spontanément, en France, des milliers de personnes témoignant ainsi leur solidarité avec ce combat vital et exprimant de façon claire le potentiel de mobilisation de cette lutte inédite. Ce même soir, toutes les associations locales, quel que soit leur degré de radicalisme dans l'engagement, étaient réunies à Bar-le-Duc pour resserrer les rangs, témoigner leur soutien sans faille aux valeureux hiboux du Bois Lejuc et préparer la riposte.

Le lendemain, alors que les forces de police étaient toujours présentes en masse sur le site et que le fan-toche Lecornu, secrétaire d'État à la transition énergétique, venait pérorer à Bure, une dizaine de hiboux réinvestissaient la canopée du Bois Lejuc, infligeant ainsi un magistral camoufflet aux matraqueurs : cette forêt est toujours à nous et nous la réinvestissons autant de fois que nécessaire : ils ne peuvent pas nous en empêcher.

Deux camarades ont été placés en détention provisoire pour outrage et rébellion jusqu'au 19 mars, date de leur jugement.

Toute notre solidarité va être nécessaire et le NPA y prendra toute sa place. La prochaine assemblée de lutte aura lieu les 3 et 4 mars prochains à Bure : nous en serons. **Commission nationale écologie**

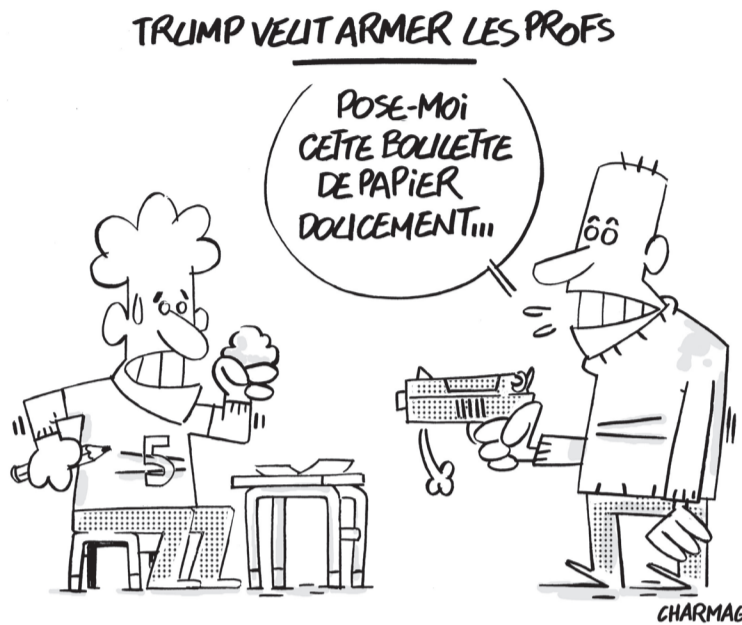
ÉTATS-UNIS Tuerie de Parkland: la jeunesse se mobilise contre la violence par armes à feu

La première réaction de la classe politique états-unienne a été d'envoyer ses pensées et prières aux survivantEs et familles des victimes. Mais alors que les politiciens les plus conservateurs ont tenté de maintenir le débat au niveau de la solidarité affective, des survivantEs du massacre ainsi que des dizaines de milliers d'autres lycéenEs, en soutien d'un peu partout aux États-Unis, ont organisé des débrayages et des manifestations pour poser publiquement la question de la violence par armes à feu dans la société américaine.

Armer les enseignants ou désarmer la police?

Le président Donald Trump, comme à son habitude, a commencé par tenter d'étouffer le débat, puis a sorti de son chapeau une mesure aussi inapplicable que réactionnaire: armer les enseignantEs pour faire face aux tueries dans les établissements scolaires. Les survivantEs de Parkland ne se sont pas tus et ont souligné l'hypocrisie du président: lui-même et nombre de ses collègues du parti Républicain sont directement financés par le lobby des armes à feu, la National Rifle Association (NRA). Les Démocrates, qui représentent une Amérique plus jeune et plus urbaine, ont mis en avant un certain nombre de propositions (vérifications supplémentaires des antécédents psychiatriques de l'acheteur, limitations du type d'armes commercialisées, etc.)

Le 14 février, Nikolas Cruz, 19 ans, s'est rendu dans le groupe scolaire Marjory Stoneman Douglas à Parkland, en Floride, et a abattu 17 élèves et membres du personnel. Deux semaines plus tard, une mobilisation inédite se développe aux États-Unis.



allant dans le sens d'un plus grand contrôle de l'État sur les armes à feu. Mais la question des tueries scolaires a relancé un débat beaucoup plus large sur la question de la violence par armes à feu dans la société étatsunienne dans son ensemble, avec un mouvement qui devra nécessairement se séparer des Démocrates et poser la question des meurtres par armes à feu commis par la police. Le mouvement Black Lives Matter (« Pour que les vies noires comptent »), né après les manifestations et émeutes de

Ferguson en réaction à la mort de Michael Brown en 2014, souligne que depuis début janvier, 300 noirs ont été tués par la police.

Une société violente, malade du capitalisme

Un des arguments utilisés pour expliquer le nombre important de meurtres par armes à feu aux États-Unis est l'argument « culturel »: les États-Unis seraient une société violente car pionnière, aux confins de la civilisation. La violence y serait inévitable. Mais

s'il y a une violence présente dans la société étatsunienne, elle ne vient pas de son caractère pionnier mais plutôt de l'extrême brutalité avec laquelle la classe dirigeante se maintient au pouvoir depuis deux siècles.

La société étatsunienne est née dans le massacre des Indiens et les bûchers pour les femmes accusées de sorcellerie, a prospéré par l'esclavage, a mis en place la ségrégation puis l'incarcération de masse.

La violence de la société étatsunienne est avant tout raciste et patriarcale. Comment expliquer sinon que la majorité des auteurs des tueries scolaires soient des hommes blancs, liés plus ou moins à l'extrême droite suprématiste blanche, si l'on ne comprend pas l'idéologie meurtrière raciste et masculiniste qui les engendre périodiquement comme des monstres?

La seule solution pour mettre fin aux massacres dans les écoles, et à la violence inouïe qui règne dans la société américaine, c'est remettre en cause l'idéologie raciste et patriarcale qui sous-tend le capitalisme américain. La mobilisation actuelle porte une charge subversive importante du fait de sa capacité à s'élargir et à critiquer cette violence dans son ensemble.

Stan Miller

Le monde en bref

Belgique 10 000 personnes à Bruxelles en soutien aux migrantEs

Le dimanche 25 février, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Bruxelles pour affirmer leur refus des politiques anti-immigréEs du gouvernement belge, à l'appel de plus de 120 organisations. Politique d'accueil, ouverture des frontières, arrêt des expulsions: autant de revendications portées par des manifestantEs issus d'horizons divers, militantEs associatifs et syndicaux, organisations politiques, collectifs de sans-papiers. Pour nos camarades belges de la Gauche anticapitaliste, cette manifestation a été un succès, tant numérique que politique: « Nous avons prouvé que nous pouvons travailler de manière unitaire tout en faisant un réel travail politique. Pour la première fois, nous avons des revendications communes. Il ne s'agissait plus uniquement de crier notre dégoût de la politique anti-migratoire de Michel, Francken, Jambon et leur bande mais de proposer de réelles alternatives en y impliquant les personnes concernées (la Coordination des sans-papiers de Belgique), les organisations humanitaires de terrain, les militantEs et organisations actives et les organisations syndicales impliquées dans la défense des travailleurEs sans-papiers. » Une mobilisation encourageante... et inspirante!



État espagnol Retraités en colère

Le jeudi 22 février, des milliers de retraités se sont mobilisés dans près d'une cinquantaine de villes de l'État espagnol. En cause? La ridicule revalorisation de leurs retraites: 0,25%, contre une inflation à 1,2%. Le gouvernement est accusé d'avoir, au nom de la sacro-sainte austérité, « vidé » un fonds d'urgence dédié aux retraités, qui est passé, depuis 2011, de 67 milliards d'euros à 8 milliards d'euros. Résultat: les pensions sont faibles, le minimum vieillesse est bloqué à 370 euros, et le gouvernement Rajoy a pour seule réponse l'individualisation toujours plus forte du système de retraites, en encourageant les salariéEs à recourir à des assurances privées. Un cynisme qui n'est pas du goût des retraités, a fortiori lorsque l'on sait qu'ils ont été en première ligne pour pallier les effets de la gestion austéraitaire de la crise, comme le rappelait le monde.fr le 24 février: « Ce sont eux qui ont souvent compensé les failles du système de protection sociale pendant la crise. Quand le chômage dépassait 26% des actifs, en 2013, ils aidaient leurs enfants sans emploi, payaient le club de football de leurs petits-enfants, ouvraient leur porte à ceux qui perdaient leur logement ou payaient les vacances de la famille. » De prochaines dates de mobilisation sont prévues les 1^{er} et 15 mars. Affaire à suivre...

Grande-Bretagne 14 jours de grève pour les enseignantEs des universités

Des dizaines de milliers d'enseignantEs des universités britanniques ont manifesté le jeudi 22 février, premier jour d'une grève de deux semaines contre la baisse programmée de leurs retraites. Une réforme est en effet envisagée par University UK, la « voix des universités », qui évoque un déficit de 6,8 milliards d'euros dans son fonds destiné aux retraites, et qui entend le combler en rognant sur les pensions des enseignantEs. 88% des membres du syndicat University and College Union (UCU) ont voté la grève, refusant de voir leurs pensions diminuer: selon l'UCU, la réforme pourrait diminuer certaines retraites de plus d'un tiers, soit plus de 11 000 euros par an! 64 universités britanniques ont été bloquées au premier jour de la grève, et les enquêtes d'opinion indiquent qu'entre la moitié et les 2/3 des étudiantEs soutiennent leurs enseignantEs. Nous ne pouvons que souhaiter le succès de ce qui est déjà qualifié, outre-Manche, de « plus grand mouvement jamais organisé dans l'enseignement supérieur ». En espérant, là encore, qu'il soit une source d'inspiration, notamment pour ceux qui hésitent encore, en France, à appeler à des grèves de plus de 24 heures... JS

PALESTINE L'acharnement contre Salah Hamouri se poursuit

Le 26 février, le ministre de la Défense israélien Avigdor Lieberman, suivant les demandes du procureur et du Shin Bet (service de sécurité intérieur), a prolongé la détention administrative de Salah Hamouri pour une durée de quatre mois. L'emprisonnement arbitraire de Salah va donc se poursuivre, et de toute évidence Macron n'a pas jugé bon de faire pression sur son ami « Bibi ».

Salah Hamouri est détenu, depuis le 23 août 2017, sous le régime de la « détention administrative ». Cette procédure permet à l'armée de maintenir quiconque en prison, pour des périodes de six mois renouvelables à l'infini, sans chef d'inculpation et sans qu'aucune preuve ne soit produite. Salah Hamouri est ainsi incarcéré depuis plus de 8 mois sur la base d'un « dossier secret » auquel la défense n'a pas accès, au mépris de toutes les conventions internationales.

Arbitraire colonial

À l'instar de la jeune Ahed Tamimi et de tant d'autres (on dénombre aujourd'hui plus de 7 000 prisonnierEs palestiniens), Salah n'a en réalité rien à se reprocher, si ce n'est de ne pas avoir baissé la tête face au régime d'oppression coloniale, et ce malgré une première longue incarcération entre 2005 et 2011. C'est ce que l'État



Salah Hamouri est ainsi victime de l'acharnement d'une puissance coloniale qui, par des arrestations, des condamnations ou diverses interdictions administratives, perpétue une situation où l'oppression la plus brutale se conjugue à l'arbitraire et au harcèlement. Rappelons qu'Elsa, l'épouse de Salah, est interdite d'entrée en Israël, et donc dans les territoires palestiniens, depuis janvier 2016...

Complicité française

« Nous demandons que l'ensemble des droits de Salah Hamouri soient bien respectés et espérons sa libération. Nous demandons aussi que sa famille puisse lui rendre visite »: ainsi s'exprimait, en octobre dernier, Agnès Romatet-Espagne, porte-parole du Quai d'Orsay. Même si l'on pouvait se réjouir que les autorités françaises sortent de leur silence et prennent position sur la situation de Salah, incarcéré

d'Israël ne lui pardonne pas, et est déterminé à lui faire payer au prix fort: comme des centaines de milliers de PalestinienEs, qu'ils et elles soient militantEs ou non,

Stratégie du choc? Un choc en retour se prépare...

Quelques jours après le choc du rapport Spinetta, envisageant pour la SNCF la fin de l'embauche au statut, la transformation d'entités de la SNCF en Sociétés anonymes à capitaux publics, la fermeture de 9000 kilomètres de lignes (un tiers du réseau), le transfert obligatoire des salariéEs de la SNCF à des repreneurs de lignes privatisées, l'introduction de plans de départs dits volontaires, etc., voilà le choc du passage par ordonnances de l'essentiel des recommandations de Spinetta, annoncé le 26 février par le gouvernement. Pas de discussion au Parlement. Pas de discussion – ou lesquelles? – avec les fédérations syndicales. Une vraie «stratégie du choc», que le duo Macron-Philippe veut créer contre les cheminotEs, présentés comme arc-boutés sur leurs «privileges».

Les deux mousquetaires au pouvoir se prennent pour Thatcher, partent en guerre contre un secteur réputé combatif de la classe ouvrière, dans un contexte qui ne leur est pourtant pas des plus favorables. Car il n'y a pas que les cheminotEs à être en colère contre la dégradation de leurs salaires et conditions de travail et de vie. Il y a toute la fonction publique, dont les hospitalierEs. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de la jeunesse. Si cette fin février est glaciale, mars s'annonce chaud. Une journée de mobilisation était annoncée pour le 22 mars mais elle paraît bien loin, et à vouloir faire vite, le gouvernement va probablement précipiter le choc en retour. Les cheminotEs pourraient donner le signal d'un départ anticipé... en grève! Le climat avait déjà nettement changé chez les cheminotEs, à la parution le 15 février du rapport Spinetta. Bien que ce texte soit loin d'être un best-seller, il a été très vite lu, discuté et vilipendé dans la plupart des gares, bureaux et chantiers de la SNCF. Le mot «grève» a surgi. Avec l'annonce que le gouvernement allait procéder par ordonnances, le climat est encore monté d'un cran.

La température monte aussi, de toute évidence, dans les milieux syndicaux. Jusqu'aux sommets. La direction de la CFDT cheminots parle de grève le 12 ou le 14 mars, reconductible? La direction de la CGT de grève d'un mois s'il le faut. De la réunion des états-majors syndicaux, le mardi 27 février, devait sortir le signal d'une riposte. Sachant que les cheminotEs et cheminots s'y préparent déjà. Dans un contexte où ils peuvent trouver des alliés.

Stella Monnot

AVEC & POUR LES TRAVAILLEURS
LES CHEMINOTS
SONT EN GREVE
SOUTENONS LES

Affiche des Ateliers des Beaux-Arts, mai 1968.



TOU-T-E-S ENSEMBLE CHEMINOT-E-S/USAGER-E-S CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT!

CE QUE LES CHEMINOT-E-S ONT SUR LA PATATE

«Depuis 3 ans, on fait que de la merde». Ce constat d'un collègue de la ligne Angoulême-Limoges est largement partagé. «Les gares ferment petit à petit et les trains ont des restrictions de vitesse à 60 km/h. On s'attend à ce que la ligne ferme». Depuis 2 à 3 ans, c'est partout pareil, et la dégradation est palpable. Nombre de cheminotEs ont l'impression que la direction scie la branche sur laquelle ils sont assis. Depuis la réforme ferroviaire de 2014, la SNCF a anticipé l'éclatement de l'entreprise.

► La SNCF a débloqué 4,5 milliards d'euros pour la rénovation du réseau (qui entraîne cette surcharge de travail contre laquelle les aiguilleurs se mobilisent ces derniers temps, voir ci-contre). Mais il s'agit précisément de préparer l'ouverture à la concurrence. Le réseau qui sera offert aux différents opérateurs devra être en bon état pour que les frais de rénovation ne leur reviennent pas: socialisation des pertes et privatisation des profits, comme toujours.

► La SNCF anticipe également sur le fait qu'elle récupérerait les trains qui ne serviraient plus sur les lignes abandonnées. Elle rachète donc du matériel en quantité insuffisante. Sur Paris-Est, depuis le mois de décembre, ce sont les mêmes rames qui assurent les lignes Paris-Belfort et Paris-Saint-Dizier/Bar-le-Duc alors qu'auparavant, chaque ligne avait son matériel. Résultat: 19 rames

pour couvrir 17 lignes. Des trains sont supprimés ou partent en composition réduite, les usagerEs sont excédés, les cheminotEs n'en peuvent plus. Quand on veut tuer son train, on dit qu'il a la rage: la nouvelle devise de la SNCF.

► Des notables régionaux protestent, voire s'indignent, du jeu de dupes qu'on leur propose. Avec la concurrence, quelle entreprise voudra récupérer les lignes régionales? Qui possède aujourd'hui suffisamment de rames? Qui peut en acheter? (pour exemple, une rame TGV Duplex coûte environ 35 millions d'euros) Personne. Sauf peut-être... la SNCF, via sa filiale privée de transport de voyageurs Kéolis, déjà dans les starting-blocks, ou des compagnies étrangères. Si ces lignes sont maintenues, ce sera donc avec les subventions des régions, c'est-à-dire que le niveau

des subventions publiques restera le même... voire sera plus élevé. Et qui alimente les caisses des régions comme les caisses de l'État, si ce n'est le contribuable?

► Dans la même logique, les péages dont s'acquitte la SNCF pour rouler sur les rails sont considérés aujourd'hui trop chers pour permettre l'arrivée de la concurrence. Ce sont pourtant ces mêmes péages qui ont plombé les comptes de la SNCF (3,44 milliards en 2013 par exemple), et c'est cette dette que tout le monde montre du doigt pour justifier la réforme! Les péages sont censés payer les coûts de construction et d'entretien du réseau. Avec un coût de 15 à 20 millions d'euros pour la construction d'un kilomètre de ligne TGV (pour remplir les caisses de Vinci, Eiffage ou Bouygues), imaginez le nombre de billets qu'il faut vendre pour rembourser la LGV

Paris-Marseille... Mais jusqu'à présent, cela ne dérangeait personne que ces coûts retombent sur les usagers (prix du billet) et les cheminotEs (dégradation des conditions de travail). Maintenant qu'il s'agit de permettre à des entreprises privées de faire du profit, ces mêmes péages deviennent trop élevés...

► Les bus Macron sont arrivés! Ils se concentrent sur les lignes rentables en concurrence avec le chemin de fer, pas dans les «déserts ruraux». À noter que cette idée fumeuse a été défendue en premier par Guillaume Pépy lui-même dès 2013, qui prônait «la dérégulation de ce marché en France» au congrès de la Fédération nationale des transports de voyageurs.

► Autre «nouveau»: l'annonce d'un «plan de départ volontaire». Entre 2014 et 2016, on a déjà connu

AIGUILLEUR-E-S EN LUTTE

Entretien. Depuis fin décembre, les agentEs qui travaillent dans les postes d'aiguillage de la région parisienne ont entamé des grèves. Nous avons interrogé l'un des grévistes, du réseau de Paris-Est.

Vous êtes en grève au sujet des conditions de travail. Quel a été le déclencheur ?

La forte augmentation des travaux sur le réseau a alourdi la charge de travail dans les postes d'aiguillage pendant les services de nuit. Face à cela, la direction a essayé de remettre en cause (cet été) certains barèmes (charge de travail plafonnée) obtenus quelques années plutôt, déjà grâce à notre mobilisation ! Cette remise en cause fragilisait la sécurité des collègues travaillant sur les voies dont nous assurons la protection. Nous avons donc fait grève pour trois raisons principales : le maintien des barèmes, permettant de limiter la charge de travail la nuit, la reconnaissance financière des efforts effectués par les aiguilleurEs pour mener à bien ces travaux et enfin la revalorisation du travail de nuit. Nous avons obtenu gain de cause sur les deux premiers points. Mais concernant le travail de nuit, la direction a botté en touche. Ce qui nous a amenés à nous mobiliser à nouveau, sous la forme d'une heure de grève par service complétée par des journées de grève.

En janvier, les aiguilleurEs du réseau de Paris-Austerlitz et Paris-Montparnasse ont eux aussi démarré un mouvement. Sur des revendications différentes ? Comment s'est faite la jonction ?

Nous étions conscients qu'il fallait taper plus fort que cet été. Notre première préoccupation a donc été d'élargir notre grève. À d'autres postes d'aiguillage, tout d'abord sur Paris-Est puis sur l'ensemble de l'Île-de-France, et enfin du territoire. Nous sommes donc entrés en



Affiche des Ateliers des Beaux-Arts, mai 1968.

contact avec des collègues d'autres secteurs de la région parisienne, et notamment les copines et copains déjà mobilisés, de Paris-Austerlitz, de Paris-Nord, ou encore de Versailles et Trappes. Les contacts politiques et syndicaux ont aidé à ce rapprochement. Après quelques échanges, les grévistes des différentes régions ont pris conscience que pour gagner, il fallait agir ensemble et simultanément.

Le 15 février à votre initiative et avec le soutien des organisations syndicales, l'ensemble des aiguilleurs de la région parisienne étaient appelés à la grève. Que vous a permis cette journée dans la construction de votre mouvement ? Cette journée du 15 février a été l'occasion de confirmer à la direction notre détermination mais aussi notre capacité à nous coordonner. Le message est passé et la direction du métier circulation

d'Île-de-France a été dans l'obligation de nous recevoir. Après les AG, on a organisé un rassemblement devant la direction, qui a été une réussite, malgré l'organisation d'un second rassemblement voulu par des dirigeants de la CGT de Paris-Rive-Gauche jouant la carte de la division. Puis, une vingtaine de grévistes de différentes gares se sont retrouvés pour discuter d'un tract commun afin de populariser notre grève et d'interpeller l'ensemble des agentEs circulation de toutes les régions. Aujourd'hui, nous continuons évidemment notre mobilisation sur nos revendications : revalorisation du travail de nuit, augmentation des salaires et embauches, et nous souhaitons continuer à élargir le mouvement et coordonner le plus grand nombre de postes d'aiguillage partout en France. Lutte qui va bien entendu s'articuler avec les autres combats qui sont devant nous.

La SNCF se sent pousser des ailes

Pour voler son monde, le modèle aérien est présent dans la tête de pas mal de dirigeants : Louis Gallois, l'ancien PDG de la SNCF, est parti un temps à Airbus ; Florence Parly a travaillé à Air France avant de venir à la SNCF (pour 52 569 euros par mois) puis de rejoindre le gouvernement ; Spinetta est l'ancien dirigeant d'Air-France-KLM.

Le « Yield Management » (faire jouer l'offre et la demande pour le prix des billets), venu du ciel, est appliqué aujourd'hui sur le rail. Et, en bon Monsieur Plus, Spinetta rappelle dans son rapport qu'il existe encore trop de contraintes dans le prix des billets. Notamment un prix maximum pour les billets de seconde classe, dont il voudrait s'affranchir parce qu'il serait « incongru dans un système de concurrence ». Objectif : faire s'envoler les recettes de 200 millions d'euros par an en augmentant les prix des billets.

AJ

une hausse de 21% des démissions et de 17% des ruptures conventionnelles. Sur la même période, l'intérim a explosé : +83%. Nous sommes confrontés aux mêmes problèmes que dans le privé : les collègues ne veulent pas perdre leur travail, mais en ont marre de ne plus pouvoir le faire correctement en laissant sortir des ateliers des trains qui ne sont pas prêts, parce qu'il faut que ça roule »

à tout prix ; s'ils pensent que les conditions pour partir ne sont pas trop pourries (primes, garanties de chômage sans avoir à chercher du boulot, etc.), certainEs vont voir ailleurs ! Et la SNCF en profite pour se « débarrasser » de milliers d'emplois...

La SNCF, on le voit, est le principal fossoyeur de la SNCF ! Il n'y a donc aucun « patriotisme d'entreprise »

ou de « défense de la SNCF » à mettre en avant. Nous devons défendre l'idée d'un chemin de fer au service de la population et non pas des intérêts comptables de tels ou tels capitalistes. D'autant que ces comptables ne prennent pas en compte le « coût » des accidents de la route, des vies brisées, de la pollution, de l'enclavement de territoires entiers, etc. **Ali Jonas**

GUERRE CONTRE LE STATUT, GUERRE CONTRE TOU-TE-S LES TRAVAILLEUR-E-S DU RAIL

Le statut cheminot, voilà la cible de Spinetta et du gouvernement. Il pèserait sur la qualité du service public et engendrerait des coûts supplémentaires qui mettraient en péril la SNCF face à l'arrivée prochaine de la concurrence. En le dénonçant comme un ensemble de privilèges exorbitants que la SNCF n'aurait plus les moyens de payer, et en proposant de ne plus embaucher sous ce statut, le gouvernement attaque en fait touTEs les travailleurEs du rail.

Quid de ce spectre tant décrié ?

Actuellement la SNCF compte 10% de cheminotEs hors statut : ceux qu'on appelle les contractuels (CDI ou CDD), les emplois d'avenir, les intérimaires. La direction a multiplié les différents types de contrats au cours des dernières années. Sans compter les nombreuses activités externalisées ou sous-traitées, auparavant exercées par des cheminotEs au statut. C'est le cas des travailleurEs qui font le ménage dans les locaux de l'entreprise, les gares et les trains, d'une partie des collègues qui effectuent les travaux de réparation et d'entretien du réseau. C'est aussi le cas de touTEs les salariéEs des entreprises privées de services en gare.

Quant aux embauches à la SNCF, 25% se font aujourd'hui hors statut. Ces chiffres sont des moyennes : dans bien des services, la proportion est plus importante. Le nombre de cheminotEs au statut est donc déjà en forte baisse. Et le phénomène n'est pas nouveau : en juin 2012 déjà, le quotidien *les Échos* avait titré « Comment la SNCF réduit peu à peu la proportion de cheminots dans ses effectifs », démontrant que les suppressions de postes (environ 2000 par an) dans l'entreprise SNCF et le développement de filiales de droit privé appartenant au groupe SNCF engendraient mécaniquement une baisse de la proportion de cheminotEs au statut.

Spinetta et Macron-Philippe, en proposant la fin des embauches au statut, voudraient donc poursuivre, en l'aggravant, ce qui se fait déjà depuis plusieurs années. Et tenter d'enfoncer un coin entre les milliers de cheminotEs qui ne

bénéficient déjà pas du statut, et ceux qui le conserveraient. Division, division... Mais les mesures annoncées apparaissent surtout comme une attaque contre les conditions d'existence de tous les travailleurEs du rail.

Ce que le statut contient...

Le déroulement de carrière : une partie du statut est consacrée aux notations, système par lequel des petits chefs décernent des notes avec possibilité de veto à l'avancement. La hiérarchie veut des cheminotEs dociles et entretenir la zizanie entre eux ! Mais il y a quand même quelques garanties, car une partie de l'avancement en rémunération se fait à l'ancienneté : des dispositions que le gouvernement, dans l'intérêt des patrons actuels et à venir, voudrait voir disparaître.

L'âge de départ à la retraite, un peu plus favorable que celui des cheminotEs qui ne bénéficient pas du statut même si à la suite des différentes réformes, l'écart a tendance à se réduire et l'alignement à se faire par le bas. Le statut discute aussi des « garanties disciplinaires et sanctions », seul moyen de licencier unE cheminotE. Sinon l'emploi est garanti à vie, une contrepartie aux conditions de travail difficiles, en horaires décalés, aux week-ends et jours fériés travaillés, mais surtout une contrepartie aux bas salaires, gelés depuis 4 ans. Dans bien des services, si les salaires dépassent de peu le SMIC, c'est grâce aux différentes primes et indemnités pour le travail de nuit ou les dimanches et jours fériés, qui varient donc beaucoup d'un mois à l'autre. Bref, puisque vous avez l'avantage du statut, à une époque où sévit le chômage de masse, vous pouvez bien accepter des salaires minables ?

Donc rien d'extravagant dans ce fameux statut, et il faut aux commentateurs et journalistes de la presse bourgeoise une bonne dose d'anti-ouvriérisme pour qualifier de privilégiés les 134 000 cheminotEs qui en bénéficient (chiffres du bilan social SNCF 2016).

Et ce qu'il ne contient pas...

D'autant plus que ce qui règle les conditions de travail n'a jamais fait partie du statut. Depuis 2016, cela fait l'objet d'une convention collective et d'un accord d'entreprise, ce dernier entérinant un certain nombre de reculs. Ainsi dans certains postes d'aiguillage, la durée de la journée de travail peut désormais atteindre 9h30 en moyenne. Tout ce qui touche à l'amplitude des journées de travail, à la durée des repos journaliers ou périodiques, au nombre de repos supplémentaires ou compensateurs pour travail de nuit, est contenu dans cet accord d'entreprise. Il est d'ailleurs possible qu'il puisse être revu à la baisse, service par service. Et pour faire passer cette attaque en 2016, il n'a pas été nécessaire de modifier une ligne du statut.

Ce « statut », qui ne protège pas de grand chose, est en quelque sorte devenu l'étendard avec lequel les Macron et Philippe partent en campagne contre les cheminotEs, en espérant que s'ils réagissent et se mettent en grève, les autres travailleurEs ne seraient pas tentés de les suivre. Parce qu'ils n'auraient pas les mêmes problèmes. Erreur : manque désastreux d'effectifs comme partout ; salaires trop bas comme partout. Alors oui : touTEs ensemble !

Lucien Astier

Le statut, une espèce déjà rare !

Le « cadre permanent », pour les cheminotEs, c'est avant tout la sécurité de l'emploi, ce truc qui fait se dire : j'ai un petit salaire, je bosse en horaire décalé, le dimanche et les jours fériés, mais au moins je ne peux pas me faire virer du jour au lendemain. Sauf qu'à la SNCF comme ailleurs, les patrons ne veulent plus de ce type de contrats, et ils n'ont pas attendu Spinetta. À l'espace de vente de la gare Saint-Lazare à Paris, les agentEs racontent comment le statut est depuis deux ans en voie de disparition. Plus aucune embauche au statut. Deux ans que le vide laissé par les salariéEs partant en retraite ou mutés est compensé par des intérimaires et des CDD. Alors le rapport Spinetta, la disparition programmée du statut, on en discute, on est révolté et on veut en découdre, mais on comprend surtout qu'il formalise et généralise ce qui se pratique déjà.

Julie Corrençon

VILLEURBANNE En soutien aux luttes des migrantEs, une soirée qui donne la pêche



© NPA

Samedi 17 février a eu lieu, à Villeurbanne, une soirée organisée par le groupe de hip-hop Amalaïta. Cette initiative a réuni les organisations, collectifs et personnes impliquées dans les luttes de soutien aux réfugiés et migrantEs.

Toutes les recettes ont été reversées à l'amphi Z, un ancien centre de formation pour sapeurs-pompiers occupé par 200 migrantEs, où la vie et la lutte s'organisent (voir *L'anticapitaliste* N°416 du 8 février dernier).

Discussions autour des luttes

Une discussion a réuni une quarantaine de personnes d'horizons différents et des migrantEs de l'amphi Z. ChacunE a présenté sa structure : le collectif Jamais sans toit, qui est impliqué dans les occupations d'écoles, Agir migrants, qui apporte un soutien matériel et fait des appels à mobilisation, ou encore le collectif de soutien aux réfugiés et aux migrantEs. Ce dernier regroupe une trentaine d'organisations, qui vont de la CGA à EÉLV en passant par l'UD CGT et la LDH. Le NPA a porté le débat sur le projet de loi asile-immigration et sur la nécessité d'un plan de bataille unitaire pour gagner. Plusieurs échéances ont été discutées pour ce mois de mars chargé : réunion publique contre la loi, manif le 10 à Lyon, marche du 17 à Paris, coordination nationale le weekend des 24 et 25...

Un concert engagé

Une soirée qui commençait bien et qui a continué avec de très bons groupes de hip-hop dans une ambiance festive. La salle archi comble, avec plus de 250 personnes, a montré que le mouvement de solidarité est bien ancré. Beaucoup de migrantEs, en grande partie de l'amphi Z, avaient fait le déplacement. Certains en ont profité pour rapper avec les groupes, mettant le feu à la salle ! Cette soirée a renforcé les liens entre les premierEs concernés et les militantEs investis avec, au centre, l'idée de continuer à se battre. Cela a donné la pêche pour la suite : c'est une bonne chose pour développer le mouvement de solidarité et réussir la manifestation du 10 mars à Lyon contre le projet de loi raciste de Collomb-Macron !

Damien Vergne

SANTÉ Quand les arrêts de travail inquiètent

Mercredi 20 février, le très patronal journal les Échos présentait comme inquiétants les chiffres de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) montrant une augmentation des dépenses d'indemnités journalières de 8 % en janvier et de plus de 5 % sur les douze derniers mois. Une tendance confirmant une augmentation de 5,2 % du « coût » des arrêts de travail au niveau de 10,3 milliards au détriment du régime général. Une hausse qui provient pour deux tiers d'un plus grand nombre de jours d'arrêts et pour un tiers d'indemnités plus élevées.

Pour la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares), il s'agit sans doute du signe d'un problème de fond touchant au mal-être au travail et aux « contraintes physiques et psychosociales » qui pèsent sur les salariéEs. Selon la Dares, la moitié des arrêts pourraient être évités moyennant une réorganisation du travail et l'utilisation d'outils mieux adaptés. Selon une étude de l'assureur Malakoff Médéric, nombre de salariéEs renoncent totalement ou partiellement à une prescription d'arrêt de travail : 19 % des personnes interrogées ne sont pas arrêtées alors que le médecin jugeait cette interruption utile, ou n'ont pas pris l'arrêt en totalité. Sur les 364 salariéEs interrogés, 48 % ont répondu : « Il n'est pas dans mes habitudes de me laisser aller » ; 23 % ont peur d'être surchargés de travail à leur retour ; 22 % ressentent, disent-ils, la pression de la hiérarchie et 20 % jugent impossible de déléguer leurs tâches. Et toujours dans le même sens, 41 % des salariéEs ne posent pas d'arrêt, même lorsque cela serait nécessaire. 31 % se rendent à leur travail et 10 % posent un congé (CP ou RTT). Principaux motifs invoqués : la volonté de ne pas voir son salaire diminuer et le poids important de leur charge de travail.

Le travail, ce n'est pas la santé

Selon une enquête BVA-Rehalto publiée en 2017 (et réalisée auprès de 1500 salariéEs), unE salariéE absent sur quatre attribue son arrêt à son travail lui-même. 27 % évoquent des tensions liées à l'organisation ou des difficultés liées aux pratiques managériales. Un taux en augmentation de 7 points par



rapport à l'année précédente. Plus précisément, on recense à nouveau la charge de travail (60 %), l'environnement physique de travail (42 %) ou encore les mauvaises relations avec la hiérarchie (40 %) et le manque de reconnaissance (40 %). Et si on regarde du côté des femmes, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Car si globalement les femmes sont 50 % plus absentes au travail, les secteurs d'activité les plus touchés par l'absentéisme sont ceux qui cumulent à la fois les conditions de travail difficiles et une moins grande habitude de la mise en place d'actions de prévention, des situations de désengagement et d'usure professionnelle, secteurs où les femmes sont surreprésentées. Les services et la santé sont ainsi les deux seuls secteurs dans lesquels le taux d'absentéisme des moins

de 30 ans est supérieur à celui des moins de 40 ans. On notera en outre que le développement vertigineux du mal-être au travail et des burn-out avec des longues périodes d'arrêts de travail hors « normes » pèsent de plus en plus dans la progression globale.

Pressions et répression...

Les réponses du gouvernement sont classiques pour certaines, novatrices pour d'autres. Classiques, les consignes aux médecins de limiter les arrêts de travail et la promulgation de « barèmes » : l'Assurance maladie met à leur disposition des fiches élaborées par la Haute autorité de santé (HAS). La durée de référence d'un arrêt est de 3 jours pour une angine ou une gastro, 5 jours pour une grippe, de 1 à 35 jours pour une lombalgie, 14 jours pour des troubles anxio-dépressifs mineurs et de 28 à 60 jours pour un infarctus. Retour vers le classique avec le retour de la suppression du jour de carence dans la fonction publique. Classique aussi l'acharnement contre les médecins du travail qui, tel le Dr Huez¹ osent dénoncer les pratiques patronales.

Au total, tout concourt à montrer que l'intensification du travail, le report de l'âge de la retraite (qui pousse nombre d'employeurs à favoriser les arrêts longue durée comme transition) sont au cœur de la dégradation des conditions de travail et donc de l'augmentation des arrêts dus au travail ou à son environnement (déplacements, pollution...). C'est bien ce que met en évidence un rapport parlementaire qui dit que 3,2 millions de travailleurEs présentent aujourd'hui un risque très élevé d'épuisement professionnel, dont 20 % de l'encadrement. La France occupe le premier rang mondial de consommation de psychotropes et le quatrième rang en matière de suicide sur le lieu de travail. La réduction drastique des moyens des institutions représentatives du personnel et singulièrement des comités hygiène, sécurité et conditions de travail, auront certainement des conséquences catastrophiques dans ce domaine.

Robert Pelletier

1 - Lire sur Mediapart: « ORYS et EDF s'acharnent contre le Dr Dominique Huez » : <https://blogs.mediapart.fr/dominique-huez/blog/120317/orys-et-edf-sacharnent-contre-le-dr-dominique-huez>

BREST Accueil des mineurEs étrangers : résistance et organisation dans le Finistère

Jedi 22 février à Brest, des mineurEs étrangers et des soutiens ont organisé une rencontre avec les habitantEs du quartier dans lequel ils ont réquisitionné une maison depuis la mi-novembre.

Une cinquantaine de personnes ont échangé sur la réalité de la situation et les besoins de soutien, deux semaines après que deux habitantEs du quartier, d'une même famille, se furent livrés à une agression violente le 8 février.

Agression et récupération politique

Une agression qui ne semblait pas être l'acte de réseaux organisés d'extrême droite, mais la diffusion, par la presse locale à grand tirage, d'un article renvoyant les versions des agresseurs et



© NPA

des agresseurs aux conclusions d'une enquête de police, a permis à un site internet d'« information » encore plus marqué politiquement de dénoncer les soutiens aux migrantEs, notamment la FSU 29.

Cette récupération nauséabonde de l'agression au cours de laquelle un mineur s'est fait fendre une dent à coup de poing américain et deux soutiens traîner par une voiture sur 10 mètres, avait davantage rendu nécessaire

une manifestation, qui s'est déroulée avec succès le dimanche 14 février. Entre 250 et 300 personnes de réseaux militants des quatre coins du département étaient venues marcher sous la pluie pour témoigner de leur soutien et de leur engagement pour l'accueil des migrantEs. Les politiques successives en matière de non-accueil et la communication qui va avec, favorisent le passage à l'acte d'individus violents. La dernière loi Collomb sur l'immigration ne va pas arranger les choses... mais il n'y a pas de fatalité : luttons et organisons-nous!

Serge Rogel

CHU DE TOULOUSE

Mobilisations multiples

Depuis la fin de l'année dernière les mobilisations et grèves de services s'enchaînent au CHU de Toulouse. 15 jours de grève pour le service de pédopsychiatrie de la Villa-Ancely au mois de décembre avec au bout une victoire, et trois services toujours en grève : deux mois pour le pôle de psychiatrie, trois mois pour le pôle de traumatologie et 140 jours pour les agents transporteurs de sang de la « Navette 801 » !

SANS-PAPIERS TravailleurEs d'Île-de-France en grève pour leur régularisation

Comme nous l'évoquions la semaine passée, 160 travailleurEs sans-papiers sont en grève et occupent leurs entreprises depuis bientôt deux semaines dans sept entreprises d'Île-de-France. Ils travaillent sous des noms d'emprunt mais veulent en finir avec ce système. Ils demandent à leurs employeurs de reconnaître leur situation pour permettre leur régularisation.

Ces salariéEs travaillent sous un autre nom que le leur : un « alias » qui leur coûte chaque mois une partie de leur salaire, ce dont ils ont assez, en plus du fait d'être des travailleurEs sans droits, corvéables à merci et sans cesse sous la menace d'une expulsion du territoire. Sous l'impulsion de la CGT « migrants » d'Île-de-France, ils se sont mis en grève et occupent leurs entreprises pour obtenir de leurs employeurs, forcément au courant de leur situation, qu'ils signent les certificats de concordance reconnaissant leur présence dans l'entreprise et le formulaire CERFA d'engagement de contrat de travail afin de déposer auprès de la préfecture leur demande de régularisation.

Coordination et solidarité

Il s'agit d'un mouvement coordonné et simultané dans sept entreprises du Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise, de l'Essonne et de Paris. Qu'il s'agisse de l'entreprise de messagerie GLS à Roissy, du traiteur Event Thai à Chevilly-Larue, de la société de traitement des déchets STLG à La Queue-en-Brie ou des autres, les grévistes ont décidé de lier leur sort et de poursuivre la grève jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée pour chacun d'entre eux, même lorsqu'un accord est obtenu dans l'une de ces entreprises. Ainsi, à la STLG de La Queue-en-Brie, tous les grévistes ont obtenu leur CERFA avec un CDI à temps plein et le certificat de concordance. En contrepartie, ils ont libéré les locaux mais poursuivent la grève et maintiennent un piquet, jusqu'à l'obtention des papiers pour les 160 grévistes. « Cela prendra le temps qu'il faudra », assène Philippe Jaloustre, animateur du collectif migrants de la CGT 94 qui a déjà mené avec succès la grève des 128 travailleurs sans-papiers du MIN de Rungis en 2017.

Après deux semaines de grève et les pertes de salaire correspondantes, les grévistes ont besoin d'un soutien financier urgent auquel le NPA 94 a répondu en leur apportant sa contribution lors du barbecue organisé le week-end dernier par les travailleurs de La Queue-en-Brie.

Correspondant



RENNES Grève des postierEs : solidarité!

Depuis le 9 janvier (près de 50 jours), les agentEs des bureaux de poste de Rennes Crimée, Colombier et le Gast sont en grève contre les projets de réorganisation du travail, de suppression d'emplois et de tournées (15% en moins).

Alors que le groupe La Poste avoisine le milliard de bénéfices, les salaires sont toujours au plus bas (1400 euros net pour 20 ans d'ancienneté) et les méthodes managériales dignes des pires entreprises privées.

Le vrai visage du « dialogue social »

Face à la fronde, le groupe a dépêché un médiateur, prétendument « neutre », du siège national, pour discuter avec les syndicats. Mais les grévistes ne se sont pas laissés imposer ces pratiques : c'est l'assemblée générale des grévistes qui décide démocratiquement de la lutte et c'est elle seule qui a la légitimité pour négocier ou non ! Et alors que la direction parle de « respect du droit syndical et de liberté de grève », elle met en place un centre de



tri parallèle avec des intérimaires pour distribuer le courrier.

Les syndicalistes ne sont pas des voyous

Face à ces méthodes, les postierEs ont décidé d'occuper le centre de Rennes-Colombier le 15 février. Le « dialogue social » de la direction ne s'est pas fait attendre : 40 policiers étaient présents pour évacuer les grévistes ! Et la justice (de classe) emboîte le pas à la répression policière : 35 grévistes ont reçu mardi

20 février une assignation à résidence pour empêcher les occupations et les visites de bureaux pour étendre la grève. Soit une utilisation des outils de l'état d'urgence contre des grévistes...

Le 20 février, nous étions 200 présentEs au rassemblement de soutien aux grévistes, qui ont décidé de reconduire le mouvement. Un autre rassemblement s'est tenu le mardi 27 février devant la direction : il est urgent d'étendre le soutien à la grève des postierEs!

Correspondant

GRÈVE À AIR FRANCE

Décollage réussi

Avec, sur les 55 000 salariéEs d'Air France, un taux de grévistes de 39% pour les pilotes, de 37,1% pour les hôtesses et stewards et de 38% pour le sol, la journée de grève du jeudi 22 février a été un grand succès. Plus de 56% de vols Air France annulés sur court et moyen courrier, et 51% de vols annulés sur long-courrier : soit plus de 300 vols annulés.

Un millier de salariéEs, tous métiers rassemblés, se sont réunis devant le siège d'Air France pour ensuite manifester vers l'aérogare de Roissy. Une manifestation très encadrée par une présence policière imposante (pas moins de 28 cars de CRS suivaient la manifestation), qui visait à interdire tout passage dans l'aérogare, où l'on peut s'adresser aux passagerEs et aussi aux salariéEs des nombreuses entreprises sous traitantes. Après quelques frictions et tirs de lacrymogènes par la police, une partie des manifestantEs est arrivée à déborder le dispositif policier (et certains syndicalistes frileux) et pénétrer dans l'aérogare.



Augmentation générale des salaires!

Au titre de l'inflation perdue, suite au blocage des salaires pendant 6 ans (2012-2018), l'intersyndicale demande une augmentation générale des grilles de salaires de 6%. En parallèle de ce mouvement général, les mouvements de grève des mécanos avion, pour la reconnaissance de leurs qualifications, se poursuivent, continuant à perturber l'entretien des avions, occasionnant retards et annulations de certains vols. La direction d'Air France maintient son refus, s'appuyant sur la hausse de salaire de 0,6% en avril et 0,4% en octobre, et sur la distribution de l'intéressement. Distribution inégalitaire, puisque la plupart des salariéEs toucheront environ 1400 euros, quand les plus hauts auront 8000 euros. Qui plus est, sur cet intéressement, aucune cotisation ne va aux caisses de la Sécurité sociale, et il n'y a aucune garantie de leur pérennité...

C'est la première fois dans l'histoire de la compagnie Air France que toutes les corporations étaient réunies pour un appel commun à la grève, ainsi que tous les syndicats, sauf la CGC et la CFDT. Un grand succès donc, qui appelle d'autres actions. C'est l'engagement de l'intersyndicale, qui se réunira à nouveau le 5 mars.

Joël Le Jeannic

Plusieurs actions par semaine sont menées par les agents grévistes : rassemblement et occupation de la direction, blocage du tramway, opération parkings gratuits, etc.

Même sans directeur, une politique de destruction

Le Directeur général est parti le 2 janvier pour rejoindre le cabinet d'Agnès Buzyn et, même sans candidat à l'horizon pour prendre sa place, les mesures contre les agentEs s'enchaînent. La question des effectifs est au cœur de tous les problèmes : les disparitions de postes augmentent avec le non-remplacement des agentEs absents et des départs. Les conséquences sont nombreuses : heures supplémentaires, modifications permanentes des plannings des agentEs, impossibilité de poser ses congés, etc. Ainsi sur les congés la direction a décidé

d'étendre la période d'été du 1^{er} juin au 30 septembre, et impose des jours de congé aux agentEs, qui ne peuvent dès lors plus choisir que la moitié de leurs vacances sur l'année.

ProfessionnelEs et usagerEs en danger

Les conséquences de cette politique sont immédiates : les personnels sont épuisés, la sécurité et la qualité des soins pour les patientEs est atteinte. C'est pour cela que les mobilisations se multiplient ces derniers mois. Le bras de fer est engagé et la direction a décidé de tout faire pour faire taire les grévistes : menaces et pressions quotidiennes, envoi d'huissiers dans les services pour forcer les agentEs à signer des assignations pourtant non valables, procédures disciplinaires, multiplication des rapports. Tout est fait pour laisser pourrir les choses.

La riposte s'organise

L'ensemble des agentEs des services en grève l'ont bien compris : seulEs, ils et elles n'y arriveront pas. Une démarche quotidienne pour aller voir les autres services de l'hôpital est engagée, ainsi la journée du 5 mars sera importante avec des AG prévues dans tous les services puis une AG réunissant tout l'hôpital. De même, Toulouse a participé à la réunion de coordination des hôpitaux en lutte début février à Rennes et organise la prochaine le 13 mars avec la perspective de rassembler un maximum de sections syndicales, de syndicats, etc. La journée du 22 mars est d'ores et déjà dans le paysage avec comme objectif un premier temps fort d'une mobilisation générale indispensable pour mettre un coup d'arrêt aux attaques menées localement et nationalement.

Correspondante



Libérer l'agriculture du capitalisme, c'est urgent!

À l'occasion du Salon de l'agriculture, où le NPA s'est rendu le 28 février pour échanger avec des lycéenEs en formation et avec des paysanEs, nous publions nos propositions pour l'agriculture, distribuées sous forme de 4 pages lors du Salon et rédigées par la commission nationale écologie du NPA.

Dans l'agriculture, les crises qui se succèdent créent des dérèglements, du chaos, pour les paysanEs eux et elles-mêmes d'abord, pour les consommateurEs et pour l'environnement. Comme la nuée porte l'orage, le système capitaliste porte dans ses gènes des cycles de perturbations, son lot de misère et de destructions. Il ne peut survivre qu'en mettant en concurrence, en éliminant, en produisant toujours plus, dans le seul but d'amasser des profits toujours plus gros. Il faut en sortir! Le NPA fait des propositions pour en finir avec l'agriculture intensive, productiviste, industrielle, dopée à la chimie. Il veut défendre une agriculture qui renoue avec ses fondamentaux: nourrir sainement et suffisamment la population de manière diversifiée et en tenant compte des saisons, permettre aux paysanEs de vivre correctement de leur travail avec un vrai revenu, mais aussi lutter contre le réchauffement climatique et participer à l'aménagement des territoires.

Il n'y a aucune raison pour qu'à qualification égale unE paysanE gagne moins qu'unE salariéE.

Un revenu minimum rémunérant dignement la production et les autres services, reconnaissant la qualification, doit être garanti.

Il faut aussi des mesures comme des moratoires sur les dettes qui accablent au désespoir les petits et moyens exploitantEs, des prix garantis et des quotas de production...

Des mécanismes d'encadrement des prix, de stockage et de contingentement des productions avec un plafonnement des quotas par personne, permettraient d'ajuster la production à la demande alimentaire et de rompre la spirale infernale qui conduit à devoir produire toujours plus pour tenter de survivre.

Il n'y a pas à choisir entre la qualité de vie et de travail des agriculteurEs et la protection de l'environnement.

L'accès facilité au crédit et les aides doivent être réorientées pour l'amélioration du respect de l'environnement, la préservation des ressources, l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail. Les zones difficiles doivent être privilégiées pour favoriser une occupation harmonieuse de l'espace rural. Les circuits courts et les filières autogérées comme les AMAP et les vraies coopératives doivent aussi être soutenues.

Ne laissons plus les multinationales dicter leur loi.

Nous exigeons l'interdiction des OGM et l'abrogation de la réglementation sur les semences, l'application immédiate, effective, du principe de précaution sur les risques sanitaires liés à l'utilisation des produits dits phytosanitaires, une réorientation des programmes de recherche et de l'enseignement agricole vers la vraie agroécologie,

Des mesures d'urgence

Les exigences portées par les syndicalistes, et que nous soutenons – accès à la prime d'activité et au RSA, déclenchement automatique de l'instruction pour les autres aides (logement, santé, allocations familiales, aides d'urgences, tarifs sociaux...), accès à un service de remplacement gratuit... – illustrent les situations de détresse et de pauvreté que vivent les paysanEs victimes de la crise.

L'AMOUR EST DANS LE PRÉ



qui n'est pas le verdissement que promeut le gouvernement.

La transparence et la démocratie dans la gestion du foncier doivent s'imposer,

à l'opposé des choix actuels qui privilégient systématiquement l'agrandissement des exploitations au détriment de l'installation et des pratiques alternatives. De même, il faut combattre les grands projets inutiles et destructeurs – autoroutes, aéroports, LGV, parcs de loisirs, centres commerciaux, barrages... – qui détruisent chaque

année des terres agricoles. Grâce à l'unité très large et à la détermination des paysanEs, des occupantEs, des riverainEs, des défenseurEs de l'environnement et de la biodiversité... il est possible de gagner comme le prouve la magnifique lutte de Notre-Dame-des-Landes.

Les salariéEs de l'agriculture, des industries de l'agroalimentaire et de la grande distribution subissent aussi le coût social et sanitaire de cette course au profit, leurs droits doivent être renforcés, contre

les licenciements, la précarité, les atteintes à leur vie et à leur santé...

Ces réponses indispensables sont en totale rupture avec le libre-échange des CETA, TAFTA et autres traités. Elles ne seront imposées qu'en combattant la politique tant du gouvernement que des institutions européennes. Les banques ont le pouvoir d'immobiliser et de mobiliser toutes les ressources financières qui, pourtant, sont le produit de notre travail. Il faut leur retirer ce pouvoir exorbitant, les exproprier et instaurer un monopole bancaire, public et transparent, contrôlé en permanence démocratiquement.

De même, les grands groupes capitalistes de l'énergie, de l'agroalimentaire, de la distribution nous imposent leur productivisme destructeur. Le scandale Lactalis, après bien d'autres, montre qu'ils n'hésitent pas à poursuivre la production et la distribution de produits dangereux pour la santé. Ils doivent être expropriés et socialisés car c'est aux populations elles-mêmes de contrôler et de décider des grands choix de production, des réseaux de transport et d'énergie, de ce qui doit croître ou décroître en fonction de nos besoins réels et en préservant l'environnement et les conditions de vie des générations futures.

Changer le système: on ne sortira pas des crises agricoles sans sortir du capitalisme

L'agriculture doit retrouver sa fonction, qui n'est pas de faire du profit mais de nourrir les populations en qualité et en quantité. Ce qui est incompatible avec l'agro-industrie.

Les responsables des difficultés des paysanEs d'ici ne sont pas les paysanEs d'ailleurs!

Les paysanEs doivent pouvoir utiliser et partager leurs semences, élever des races d'animaux locales et adaptées, leur accès à la terre doit être garanti. C'est une agriculture locale dont les buts ne sont pas les exportations et la spéculation.

La localisation des productions est primordiale. Cela évitera que des ingrédients fassent 3 500 km avant d'être réunis dans un pot de yaourt aux fraises! Ou que des crevettes danoises partent au Maroc pour y être décortiquées, puis retournent au Danemark pour être acheminées vers leurs lieux de commercialisation!

L'aberrante inventivité destructrice des capitalistes n'a pas de limites. Il faut développer l'agriculture vivrière permettant la souveraineté alimentaire. C'est-à-dire que l'agriculture doit permettre aux populations de se nourrir par elles-mêmes avec les productions locales, de saison. C'est la condition pour sauver le climat et nous sauver avec. C'est l'inverse du nationalisme qui ferme les frontières aux importations mais ne renonce pas à inonder les marchés et à faire crever l'agriculture des pays du sud. Contre ceux qui affirment que le mal vient de l'étranger et des étrangers, il faut développer la coordination, la solidarité, l'action commune des producteurEs pour refuser d'être mis en concurrence.

Une autre agriculture est possible

La préservation de l'environnement implique de cesser d'utiliser les intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides...) et de préserver la biodiversité qui est un bien meilleur rempart contre les maladies et les ravageurs. Mais il ne suffit pas de parler d'agriculture bio car bio ne veut pas dire écologique. Des hectares de serres chauffées de légumes bio ne peuvent en aucun cas être une solution souhaitable, pas plus que des productions ou des élevages qui reposent sur le travail d'ouvrierEs agricoles dont le statut est proche de l'esclavage, ou encore des élevages hors-sol dont les aliments proviennent de l'autre bout du monde.

Une politique agricole et agroalimentaire anticapitaliste et écosocialiste offrirait un autre avenir aux salariéEs de la filière souvent surexploités et précarisés, avec des emplois nombreux, utiles et correctement rémunérés.

Des circuits courts de production, de transformation et de distribution, avec des ateliers de fabrication et des marchés locaux sous le contrôle des producteurEs, permettraient la reconstitution d'un tissu économique de proximité détruit par les industries agroalimentaires et la grande distribution. La reconstitution de ceintures vivrières autour des villes combattrait le bétonnage, rendraient les territoires urbains

plus résilients et permettraient aux urbains de se reconnecter avec les rythmes naturels des productions végétales.

Rendre sa vie au sol

Un autre mode de gestion du foncier, coopératif, traiterait la terre comme un bien commun associant droit d'usage et devoir de prendre soin.

Alors qu'il est urgent de changer le rapport entre les villes et les campagnes, le retour à la terre ne serait pas synonyme d'un retour au passé mais l'élaboration de formes de productions autogérées, égalitaires et créatives, une réappropriation des savoir-faire par celles et ceux qui produisent. L'état des terres arables s'est considérablement dégradé, au

point que certaines terres ne sont plus qu'un substrat minéral exigeant un apport massif d'intrants chimiques. Pour créer des systèmes agricoles réellement durables, il est indispensable de rendre sa vie au sol. C'est le but de l'agroécologie, qui recouvre des techniques comme la limitation du travail du sol, les couverts végétaux, la réintroduction des arbres au sein des cultures (agroforesterie). Il n'y a pas une agroécologie qui viendrait d'en haut, mais des agroécologies qui varient en fonction des territoires, des cultures, des modes de vie. Cela n'exclut absolument pas la recherche, mais une recherche où paysanEs et chercheurEs travaillent ensemble.

Cinéma

Black Panther, de Ryan Coogler

Sortie le 14 février. Avec Chadwick Boseman, Michael B. Jordan, Lupita Nyong'o (2h15).

Face à Trump, l'afrofuturisme perce l'écran pour proposer une utopie anticolonialiste.

C'est le nouveau blockbuster à grand succès des studios Marvel : *Black Panther*, en quelques jours, a déjà réalisé plusieurs centaines de millions de dollars de recettes et le cinquième plus gros démarrage de tous les temps. Des résultats phénoménaux pour le 18^e film de la série Marvel qui montrent à quel point le film attire les foules, au point d'être un réel phénomène de société aux USA.



venu piller les terres wakandaises, puis Killmonger, qui veut mettre les WakandaisEs en guerre contre les Blancs qui oppriment le reste de la population noire de la planète.

Réceptacle des aspirations de la communauté afro-américaine

Pourquoi ce film constitue-t-il un phénomène social dans l'Amérique de Trump ? Déjà en 1966, avec le comic écrit par Jack Kirby et Stan Lee, l'apparition d'un super-héros noir, nommé Black Panther, était en soi un acte politique important en plein mouvement des droits civiques : l'émergence d'un héros noir, antithèse de l'image promue par l'idéologie dominante US de l'Afro-Américain ivrogne et paresseux était déjà un acte de résistance. 51 ans après, son arrivée sur le grand écran en est toujours un. Moins de deux ans après son élection, Trump s'est en effet rapidement imposé comme la figure du président raciste et xénophobe, traitant des pays africains de « pays de merde », et expliquant qu'il y avait des responsabilités « des deux côtés » dans les violences de Charlottesville (où une militante antiraciste avait été assassinée par un suprémaciste blanc). Rien d'étonnant donc à ce que le film suscite beaucoup d'enthousiasme, notamment dans la communauté afro-américaine. Le film est surtout le réceptacle d'un certain nombre d'aspirations de cette communauté : une autonomie politique vis-à-vis des impérialistes de tous les pays, mais aussi une société

le premier film où l'identité africaine (le personnage est roi du pays imaginaire du Wakanda, petit pays d'Afrique australe) est constituante de la force évocatrice du héros. Le film présente un petit pays, le Wakanda, installé sur une mine du métal le plus précieux du monde, le vibranium, aux propriétés multiples, que les WakandaisEs ont su exploiter pour devenir la première puissance mondiale. Cependant, ce petit pays ayant fait le choix de vivre en autarcie, se cachant des puissances impérialistes qui ont conquis tout le continent africain, personne ne connaît vraiment le Wakanda, qui cache ses richesses des yeux de tous. T'Challa, nouveau roi du pays, doté de super-pouvoirs, affronte dans ce contexte deux adversaires : Ulysses Klaue, un terroriste international qui incarne le colon

où revendiquer une culture éloignée des canons iconographiques, musicaux ou vestimentaires est possible. C'est en cela que *Black Panther*, avec sa musique et ses costumes, est appréhendé par des millions de spectateurs comme le film anti-Trump, anti-KKK, avec l'élévation de T'Challa en un Bruce Wayne afro-américain. C'est pour cela aussi qu'il dérange : dès sa sortie en salles, une campagne a été menée par des groupes suprémacistes blancs, sur les réseaux sociaux, pour décrédibiliser le film. Certains tweets ont ainsi tenté de faire croire que des Blancs auraient été agressés dans des cinémas par des Afro-Américains, avant que des internautes démontrent que les photos des personnes ensanglantées étaient plus anciennes. Des tentatives pour décrédibiliser le film qui montrent à quel point le film crispe les milieux les plus réactionnaires, à l'image des campagnes racistes qui avaient eu lieu contre Obama.

Black Panther est donc avant tout une surprise dans le paysage des films de super-héros, paysage qui commençait à s'assombrir avec les derniers *Spiderman Homecoming* et *Captain America Civil War* où la fadeur des scénarios commençait à faire du système Marvel un système dépassé. Si l'engouement populaire autour du film est aussi une réaction aux attaques de Trump aux États-Unis, il n'en reste pas moins une œuvre importante, ne serait-ce que par ce qu'il cherche à représenter (un héros noir), malgré des limites qui rappellent – cruellement pourrait-on dire – que lorsque Hollywood essaie de représenter l'Afrique, c'est souvent les références culturelles cartes postales coloniales qui sont reprises, même lorsque celles-ci sont fièrement revendiquées.

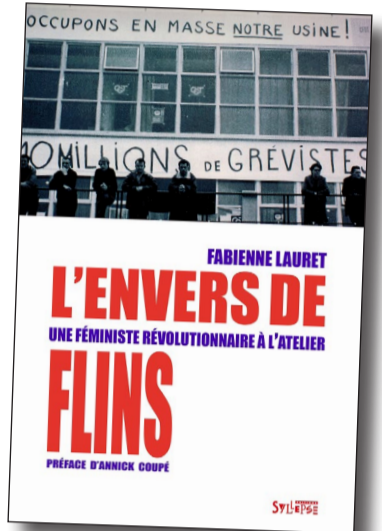
John Difool

Essai

L'envers de Flins : une féministe révolutionnaire à l'atelier, de Fabienne Lauret

Éditions Syllepse, 300 pages, 15 euros.

Le livre de Fabienne Lauret fera revivre pour les plus anciens, et découvrir aux plus jeunes, une époque, celle de l'immédiat après mai 1968, où la possibilité de changer le monde semblait à portée de main. Animés par cette imminence, de jeunes révolutionnaires, femmes et hommes, n'envisageaient pas leur vie hors d'un engagement militant global, dans l'établissement dans de grandes usines, des centres de tri, à la SNCF... mais aussi dans l'ensemble de leurs choix de vie, leurs lieux d'habitation, la vie quotidienne et les relations humaines.



Quarante années à l'usine

Le féminisme bouleversait aussi le militantisme autour de l'idée centrale que « le privé est politique ». Alors que sur les lieux de travail, on « fêtait », le 25 novembre (!), les « Catherinettes » – femmes « encore » célibataires à 25 ans –, alors que la fête des mères était l'occasion de cadeaux « ménagers », y compris de la part des organisations syndicales, les groupes femmes fleurissaient un peu partout, le combat pour le droit à l'avortement mobilisait massivement... Il faudra quelques années et beaucoup de détermination pour faire naître les commissions syndicales femmes.

Le récit couvre les près de quarante années que Fabienne Lauret a passées à l'usine de Flins, de l'atelier de couture au comité d'entreprise. Profondément humain, il est riche de nombreux portraits d'ouvrières, de syndicalistes, de militantEs... Fabienne revient aussi sur les « grèves à gogo ». Entre 1972 et début 1983, « pas une semaine, pas un mois, pas une année sans grève ». Sectorielles ou générales, longues ou courtes, victorieuses ou non, ces luttes sont des révélateurs du rapport de forces et des questions posées : durée du travail, organisation du travail (réorganisation des chaînes) et surtout la place des travailleurEs immigrés, de la grève de 1973, qualifiée de « grève de sauvages » pour stigmatiser les grévistes, ouvriers venus du Maghreb ou d'Afrique pour travailler à la chaîne, à celle de 1976 pour les congés sans solde permettant d'allonger les séjours au pays... Les débats syndicaux et politiques ont aussi leur place, sur les tactiques de lutte, l'auto-organisation et, là encore, les plus jeunes découvriront une CFDT qui n'a pas grand-chose à voir avec celle que l'on connaît aujourd'hui!

Christine Poupin

Lire aussi l'interview de Fabienne Lauret dans l'Anticapitaliste n°418.

Théâtre

L'Anticapitaliste (n°342 du 23 juin 2016) avait souligné l'importance du roman de Joseph Andras sur Fernand Iveton, ouvrier, militant du parti communiste algérien (PCA), guillotiné le 11 février 1957. Ce roman est aujourd'hui adapté à la scène par le Collectif Satori.

Anticolonialisme

Avec une (trop) grande économie de moyens, les acteurEs nous font revivre les derniers jours de Fernand Iveton, l'être humain et pas seulement le militant. Comme dans le roman, on assiste à la rencontre entre le « pied-noir » anticolonialiste et sa future femme Hélène, d'origine polonaise et sans illusion sur la réalité du « communisme » au pouvoir à l'Est. Une Hélène qui, après l'arrestation de son mari, ne veut pas craquer et reste digne face à la meute colonialiste. Iveton rêve d'une Algérie débarrassée du colonialisme, où coexisteraient EuropéenEs d'Algérie et indigènes. Un de ses meilleurs amis était l'adjudant Maillot, qui a déserté avec un stock d'armes et a été éliminé par l'armée française. La bombe qu'Iveton a posée dans son usine l'a été de telle façon qu'elle ne risque pas de faire de victimes : l'ouvrier voulait faire un acte significatif de lutte contre le colonialisme, pas tuer à l'aveugle. La bombe n'a d'ailleurs même pas explosé. Après son arrestation, il est torturé par la police française. Le PCF (qui vient de voter les pouvoirs spéciaux au gouvernement dirigé par le socialiste

De nos frères blessés

Adaptation théâtrale du roman de Joseph Andras. Théâtre des Déchargeurs, 75001 Paris, places en vente sur internet, à partir de 13 euros.

Guy Mollet) fait preuve d'une solidarité limitée à l'égard d'Iveton ; ce n'est qu'après sa condamnation à mort qu'un des grands avocats du parti le prendra en charge. Sa grâce est refusée par le président de la République René Coty, et le ministre de la Justice de l'époque, un certain François Mitterrand, a une grande responsabilité dans cette décision. Il faut faire un exemple!

Fernand Iveton avait fait l'objet d'une biographie de Jean-Luc Einaudi parue il y a trente ans. Ensuite est venu le roman de Joseph Andras. Maintenant cette pièce de théâtre qui en restitue l'essentiel et crée indignation et émotion chez les spectateurEs. On peut la voir à Paris jusqu'au 10 mars et peut-être ensuite, il faut l'espérer en tout cas, dans d'autres villes.

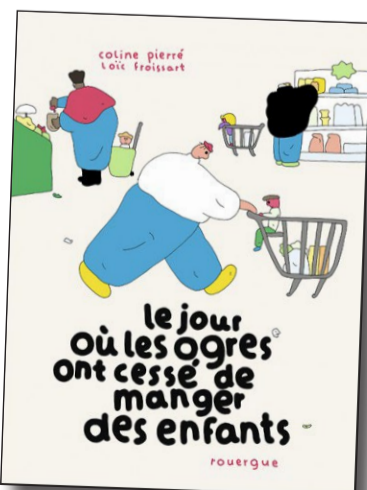
Henri Wilno



Jeunesse

Le jour où les ogres ont cessé de manger des enfants, de Coline Pierré

Illustrations Loïc Froissart, éditions du Rouergue, 15,50 euros, à partir de 6 ans.



En plein Salon de l'agriculture, en plein conflit des éleveurs français contre l'importation de viande polluée d'Amérique du Sud, en pleine montée du végétarisme et même du véganisme, sort cette fable pour les enfants qui viennent d'apprendre à lire. Les ogres qui se nourrissaient exclusivement d'enfants tombent malades à cause de cette chair qui devient soudain toxique. Petit à petit ils deviennent végétariens et les enfants

qui ne sont plus sacrifiés grandissent et peuplent le monde. Une belle ouverture pour parler aux enfants des conséquences de l'alimentation sur leur corps et sur la planète. Les illustrations fraîches et gaies sont presque comme une BD, il faut en déguster tous les détails pleins de petites histoires et d'humour. Seuls les ogres sont habillés en noir, on dirait des banquiers... Catherine Segala

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

« L'État n'ignore pas la situation des migrantEs puisqu'il est le principal responsable de leur mauvais traitement. »

Entretien. **Mathieu** milite dans l'Assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions, à Caen, et dans d'autres collectifs de lutte. **Patrick** est militant à l'ASTI 14 (Association de solidarité avec toutEs les immigréEs du Calvados) et membre du NPA. Nous leur avons demandé de faire le point sur la solidarité avec les migrantEs dans la région.

Qu'est-ce que l'Assemblée générale de lutte contre les expulsions ?

Mathieu : L'AG a été créée à Caen en 2013 quand nous avons constaté qu'il y avait de plus en plus de personnes à la rue. L'aide apportée jusqu'alors aux personnes pour pallier les insuffisances des services d'hébergement ne suffisait plus. Il fallait faire plus. C'est pour cela que des squats ont été ouverts. Aujourd'hui, sept squats abritent 300 personnes, essentiellement des demandeurs et des demandeuses d'asile, parfois aussi des déboutés. Les personnes qui apportent leur aide le font en toute indépendance des institutions, rejettent le racisme, les politiques sécuritaires et antisociales. L'AG se définit aussi comme anticapitaliste et travaille à la convergence des luttes.

La mise à l'abri des migrantEs dans les squats est un point de départ important, et, avec l'arrivée à Ouistreham de nombreux jeunes qui veulent franchir la Manche, la solidarité s'est renforcée ?

Patrick : Les migrantEs qui arrivent à Ouistreham ne veulent pas rester en France mais espèrent passer en Grande-Bretagne. Ils ont des conditions de vie déplorables, les autorités refusant d'ouvrir sur place une structure pour les abriter. Du coup, les habitantEs de Ouistreham se sont mobilisés pour leur apporter de l'aide. Ils ont créé leur collectif : le Collectif d'aide aux migrants de Ouistreham. Les associations leur ont donné un coup de main. S'impliquent aussi des habitantEs des petites villes environnantes. ChacunE propose un hébergement pour une nuit, une douche, un petit déj'..., des distributions de nourriture sont organisées. Il y a un véritable élan de solidarité. À Caen, des parents d'élèves et des enseignantEs viennent en aide de cette façon à des enfants de migrantEs, pour qu'au moins ils puissent venir en classe après avoir passé la nuit ailleurs que dehors dans le froid.

Ce mouvement de solidarité se confronte à l'État, et à son représentant local, le préfet ?

Patrick : Oui, le préfet, dans ses vœux à la presse, a dénié l'action des personnes solidaires, pas seulement des associations, mais aussi des citoyenEs qui viennent, spontanément, donner un coup de main dans l'organisation de l'aide. Il a aussi violemment attaqué l'ouverture de squats, en prétendant que cela mettrait les migrantEs en situation d'insécurité. Comme si le vrai scandale n'était pas de contraindre des personnes, y compris des enfants, à passer la nuit dans la rue. Ce préfet a même osé assimiler les personnes solidaires aux réseaux « mafieux » de passeurs. Tout cela montre en fait l'inhumanité de l'État.

Mathieu : L'État veut maintenir sur la situation à Ouistreham une chape de plomb, comme partout où il y a des migrantEs qui cherchent à passer en Angleterre. L'État n'ignore pas la situation des migrantEs puisqu'il est le principal responsable de leur mauvais traitement. Cela se traduit par un quadrillage du port de Ouistreham pour empêcher les passages, un harcèlement permanent des migrantEs par la gendarmerie mobile. Ils sont chassés des abribus, des bancs publics, leurs effets personnels sont parfois confisqués. Les personnes solidaires des migrantEs sont, quant à elles, soumises à des intimidations, certainEs ont même eu des amendes, et du matériel (des casseroles...) ou de la nourriture ont été confisqués.



Le 17 février à Caen. DR

Patrick : Malgré ces intimidations, malgré les diatribes du préfet, le mouvement de solidarité tient et s'amplifie chaque jour, grâce aux habitantEs sur place, et avec le soutien de très nombreuses associations, de syndicats et de partis. Dans cette ville de moins de 10 000 habitantEs, il y a eu deux manifestations de 1 000 personnes !

Le 17 février, une manifestation s'est rendue devant la préfecture. Il s'agit de poser la question sur le plan politique ? Ne pas lâcher l'aide aux migrantEs sur le terrain, mais mettre en cause le gouvernement ?

Patrick : Oui, à la fois protester contre les conditions inhumaines faites aux migrantEs – 300 sont abrités dans les squats, mais il y en a encore à la rue –, et puis protester contre la future loi asile, une loi antimigrantEs qui va encore aggraver la situation.

Mathieu : Il est nécessaire que se développe un mouvement unitaire large, parce que nous sommes face à un dispositif répressif puissant, qui incorpore les autorités municipales et les services de l'État. Pour ébranler ce dispositif, il faut étendre la mobilisation, au niveau des réseaux d'aide, et aussi du nombre dans les manifestations. L'implication des syndicats est nécessaire par exemple pour contrer l'utilisation, par le maire, des services municipaux pour les objectifs de contrôle et de répression des migrantEs. Cela a conduit l'AG à s'ouvrir en travaillant plus qu'auparavant avec d'autres structures militantes. C'est la situation que nous affrontons qui l'impose.

Comment voyez-vous la continuation de l'action sur l'antiracisme et la solidarité avec les migrantEs ?

Mathieu : Au niveau national, ça va dans le bon sens, avec beaucoup d'occupations de lieux pour abriter les migrantEs, des actions, des manifestations. Sur Caen, la mobilisation est lancée et la manifestation du 17 février a été une étape.

Il faut une campagne prolongée. Localement, en mars, nous pensons organiser une manifestation devant un PRAHDA à Mondeville, dans la banlieue de Caen. En perspective, il peut y avoir aussi la manifestation du 17 mars contre le racisme d'État, contre les violences policières, pour la solidarité avec les migrantEs. Par ailleurs, nous suivons les tentatives de coordination au niveau national, par exemple fin mars à Lyon avec un appel destiné plutôt aux collectifs locaux. Nous suivons également les États généraux de l'immigration, avec la présence des associations nationales qui s'opposent à la politique migratoire du gouvernement. On réfléchit aussi à la mise en place d'une coordination Grand Ouest pour appuyer les dynamiques de coordination nationale.

Patrick : Des dates pour des mobilisations communes régionales commencent à circuler. Au travers de ces actions locales, régionales et nationales, il faut tenir le terrain face à ce gouvernement et faire croire la contestation de la loi asile et immigration qu'il prépare. C'est clairement une loi anti-immigréEs, pour fermer la porte d'entrée en France aux migrantEs.

Mathieu : Il faut maintenir la pression mais sans séparer ce combat de ceux menés contre les politiques d'austérité, antisociales, sécuritaires. Sans doute que s'il y a autant de solidarité aujourd'hui envers les migrantEs, c'est parce qu'il existe une colère sociale diffuse qui cherche à s'exprimer, une volonté d'ouvrir une brèche. Articuler les fronts de lutte est nécessaire, pour au final une convergence. Concernant la solidarité avec les migrantEs, il faut s'appuyer sur l'auto-organisation des populations. Car un effet de la prochaine loi, si elle passe, sera de fragiliser encore plus des milliers de migrantEs, d'augmenter le nombre de déboutés du droit d'asile, qui vont récolter OQTF [Obligation de quitter le territoire français] et placements en rétention administrative. Le besoin d'assurer l'aide aux personnes, de trouver des logements, etc., pourrait s'accroître et nous devons donc réfléchir à comment répondre à un État qui se durcit.

Propos recueillis par nos correspondants

L'image de la semaine



Vu ailleurs

licenciez vous vous-mêmes!

Les salariés de chez Pimkie, enseigne de prêt-à-porter appartenant à la famille Mulliez (groupe Auchan, 4^e fortune française avec 30 milliards d'euros), ont appris début janvier que 208 postes seront supprimés – soit 10% des effectifs en France – et 37 magasins fermés. Selon la direction, la proposition émane pourtant des salariés eux-mêmes ! Elle est le résultat de « groupes de travail » mis en place en décembre par la direction avec les salariés. Objectif : réfléchir de manière « participative » à l'amélioration de la santé économique de l'entreprise. Comment ces salariés en sont-ils arrivés à décider de ces suppressions d'emplois ? [...]

La méthode « participative » a été initiée à l'automne et orchestrée par le cabinet Prospères, spécialisé « dans la transformation et le retournement d'entreprises ». Elle s'est ouverte par une grande assemblée générale où une « IRM » de l'entreprise – son état de santé économique et financière – a été présentée aux salariés. « Ils nous ont bien répété que nous n'étions pas rentables, que nous perdions de l'argent tous les jours », se souvient Severine Salperwyck.

« Ensuite, ils nous ont dit : "C'est vous, les salariés qui êtes les plus à même de transformer cette entreprise" », ajoute Valérie Pringuez de la CGT. « Ils parlent de "méthode transversale", et prétendent que ce n'est pas le directeur qui décide. » Au total, 180 groupes de travail sont créés pour plancher sur des propositions pour une meilleure rentabilité. Chacun réunit dix personnes, autorisées à se retrouver dans une salle de l'entreprise sur leur temps de travail. [...]

Lors de la restitution, en séance plénière en décembre, à chaque présentation de propositions, les salariés s'entendaient dire « go », « no go » ou « à revoir », selon que la proposition plaisait, ou non, à la direction. Le groupe de travail qui a proposé des fermetures de magasins, vingt au départ, s'est immédiatement entendu gratifié d'un « go ». « Pour nous, il est évident que la direction avait déjà décidé de fermer ces magasins, mais elle veut faire porter la responsabilité aux salariés », avance Severine Salperwyck. « Dans certains groupes de travail ils ont carrément supprimé leurs propres postes, sans s'en rendre compte évidemment », précise Valérie Pringuez. « Ils ont proposé de diminuer le nombre de références [le nombre d'articles en magasin, ndr] de 15%, mais sans penser un instant que cela allait déboucher sur la suppression de 15% des postes. »

Nolwenn Weiler, « Comment faire en sorte que des salariés se licencient eux-mêmes : la méthode Pimkie », Bastamag, 22 février 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|-------------------|---|---|---|
| Tarif standard | | | |
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an |
| | 28 € 56 € | 20 € 40 € | |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | | |
| | 22 € 44 € | | |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an |
| | 50 € 100 € | 38 € 76 € | |
| Promotion d'essai | Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois | <input type="checkbox"/> 10 € |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|---|---|---|---|
| Hebdo | Hebdo + Mensuel | Hebdo | Hebdo + Mensuel |
| <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire